

Pour la période terminée le 31 juillet 2006

Rapport du troisième trimestre 2006

Je suis heureux de vous présenter le Rapport aux actionnaires de BMO Groupe financier pour le troisième trimestre de 2006.

Tony Comper

Tony Comper

Président et chef de la direction

le 22 août 2006

Assemblée annuelle 2007

La prochaine assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le jeudi 1^{er} mars 2007, à Toronto (Ontario).

Faits saillants

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les trois mois terminés le

Pour les neuf mois terminés le

	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 juillet 2005	Variation par rapport au 31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005	Variation par rapport au 31 juillet 2005
Points saillants de l'état des résultats									
Revenu total	2 570 \$	2 473 \$	2 481 \$	2 620 \$	2 411 \$	6,7 %	7 524 \$	7 219 \$	4,2 %
Revenu total (bic) a)	2 603	2 503	2 512	2 650	2 441	6,7	7 618	7 308	4,3
Provision pour créances irrécouvrables	42	66	52	57	73	(42)	160	122	31,2
Frais autres que d'intérêts	1 600	1 560	1 580	1 626	1 569	2,0	4 740	4 706	0,7
Revenu net	710	651	606	664	547	29,8	1 967	1 732	13,6
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars)									
Résultat dilué par action	1,38 \$	1,25 \$	1,17 \$	1,28 \$	1,07 \$	0,31 \$	3,80 \$	3,35 \$	0,45 \$
Résultat dilué par action, avant amortissement a)	1,40	1,27	1,19	1,32	1,10	0,30	3,86	3,46	0,40
Dividende déclaré par action	0,62	0,53	0,49	0,49	0,46	0,16	1,64	1,36	0,28
Valeur comptable d'une action	28,21	27,47	26,95	26,48	25,94	2,27	28,21	25,94	2,27
Cours de clôture d'une action	63,95	64,67	68,30	57,81	61,10	2,85	63,95	61,10	2,85
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	32,0	32,4	34,3	28,9	30,6	1,4	32,0	30,6	1,4

Au

	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 juillet 2005	Variation par rapport au 31 juillet 2005
Points saillants du bilan						
Actif	311 609 \$	306 307 \$	299 223 \$	293 862 \$	286 059 \$	8,9 %
Solde net des prêts et acceptations	189 893	187 561	178 582	174 337	171 618	10,6
Dépôts	202 094	194 488	193 259	193 793	188 750	7,1
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14 107	13 779	13 548	13 246	12 970	8,8

Pour les trois mois terminés le

Pour les neuf mois terminés le

	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 juillet 2005		31 juillet 2006	31 juillet 2005
Principales mesures financières (%) b)								
Rendement total moyen des capitaux propres, annualisé sur cinq ans	12,8	16,4	14,2	13,8	17,4		12,8	17,4
Croissance du résultat dilué par action	29,0	6,8	5,4	19,6	(13,7)		13,4	0,6
Croissance du résultat dilué par action, avant amortissement a)	27,3	5,0	3,5	18,9	(14,1)		11,6	0,6
Rendement des capitaux propres	20,3	19,3	17,8	20,0	16,8		19,2	18,4
Rendement des capitaux propres, avant amortissement a)	20,6	19,6	18,1	20,6	17,3		19,4	19,0
Croissance du profit économique net a)	59,3	0,0	(4,5)	32,0	(36,3)		15,0	(9,0)
Croissance du revenu	6,7	3,1	2,9	16,5	2,1		4,2	1,7
Croissance du revenu (bic) a)	6,7	3,0	3,0	16,3	2,0		4,3	1,4
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	62,3	63,1	63,7	62,1	65,1		63,0	65,2
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic) a)	61,5	62,3	62,9	61,4	64,3		62,2	64,4
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu, avant amortissement (bic) a)	61,1	61,9	62,4	60,5	63,4		61,8	63,4
Provision (annualisée) pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations	0,09	0,14	0,12	0,13	0,17		0,12	0,10
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la réserve pour créances irrécouvrables	3,86	4,58	4,48	4,92	5,93		3,86	5,93
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	25,2	25,0	26,8	26,5	27,0		25,2	27,0
Ratio du capital de première catégorie	10,07	10,20	10,41	10,30	9,41		10,07	9,41
Cote de crédit								
Standard & Poor's	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-		AA-	AA-
Moody's	Aa3	Aa3	Aa3	Aa3	Aa3		Aa3	Aa3

	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 juillet 2005		31 juillet 2006	31 juillet 2005
Autres ratios financiers (% sauf indication contraire) b)								
Rendement total des capitaux propres sur douze mois	8,0	17,7	27,5	3,7	13,8		8,0	13,8
Rendement des actions	3,88	3,28	2,87	3,39	3,01		3,42	2,97
Ratio cours-bénéfice (nombre de fois)	12,6	13,6	14,6	12,5	13,8		12,6	13,8
Ratio cours-valeur comptable (nombre de fois)	2,27	2,35	2,53	2,18	2,35		2,27	2,35
Profit économique net (en millions de dollars) a)	349	302	254	328	218		905	788
Rendement de l'actif moyen	0,90	0,88	0,81	0,88	0,74		0,86	0,78
Marge nette d'intérêts	1,56	1,51	1,57	1,58	1,65		1,54	1,63
Marge nette d'intérêts (bic) a)	1,60	1,55	1,61	1,62	1,68		1,59	1,67
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total	52,0	55,0	52,3	54,4	49,6		53,1	50,2
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total (bic) a)	51,3	54,3	51,7	53,8	49,0		52,4	49,6
Croissance des frais autres que d'intérêts	2,0	(0,6)	0,8	9,4	2,4		0,7	0,5
Ratio du capital total	11,59	11,76	11,89	11,82	11,12		11,59	11,12
Ratio du capital de première catégorie, selon les normes américaines	9,78	9,89	10,12	10,01	9,02		9,78	9,02
Ratio des capitaux propres à l'actif	4,7	4,7	4,7	4,7	4,7		4,7	4,7

Tous les ratios figurant dans ce rapport ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

a) Se reporter à la rubrique « Mesures conformes aux PCGR et mesures connexes non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion », à la page 6, pour une explication des résultats avant amortissement, des données présentées sur une base d'imposition comparable (bic) et du profit économique net. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises

préviennent les lecteurs de ces analyses que les résultats et autres mesures rajustés selon une base autre que les principes comptables généralement reconnus (PCGR) n'ont pas une signification standard en vertu des PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

b) Résultats pour la période terminée à la date indiquée ou situation à cette date, selon le cas.

Rapport de gestion

Principaux points de comparaison avec les résultats du troisième trimestre de l'an dernier :

- Revenu net de 710 millions de dollars, en hausse de 163 millions ou de 30 %.
- Résultat par action¹ (RPA) de 1,38 \$ et RPA avant amortissement² de 1,40 \$, en hausse respectivement de 29 % et 27 %.
- Rendement des capitaux propres (RCP) de 20,3 %, alors qu'il était de 16,8 % l'an dernier.
- Croissance du revenu² de 6,7 % (de 8,9 % si on fait abstraction de *Harrisdirect*³ et de 11,5 % si on exclut également l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain).
- Augmentation des frais de 2,0 % (de 6,6 % si on fait abstraction de *Harrisdirect* et de 9,3 % si on exclut également l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain).
- Amélioration de 282 points de base du ratio de productivité², qui s'établit à 61,5 %, et amélioration de 226 points de base du ratio de productivité avant amortissement², qui s'établit à 61,1 %.
- Provision pour créances irrécouvrables de 42 millions de dollars, alors qu'elle s'élevait à 73 millions l'an dernier.
- Ratio du capital de première catégorie de 10,07 %, nettement au-dessus de notre cible de 8 % et en hausse par rapport aux 9,41 % d'il y a un an, mais en baisse par rapport aux 10,20 % de la fin du deuxième trimestre.
- Revenu net des groupes d'exploitation
 - Groupe Particuliers et entreprises : revenu net record de 376 millions de dollars, en hausse de 69 millions ou de 22 %.
 - Groupe PE - Canada : revenu net record de 345 millions de dollars, en hausse de 68 millions ou de 25 %, grâce à la forte progression des volumes, à un taux d'imposition effectif peu élevé, dû principalement à un recouvrement de 26 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs, et à un gain de 38 millions (25 millions après impôts) sur le premier appel public à l'épargne (PAPE) de MasterCard International.

- Groupe PE - Services bancaires région de Chicago : 31 millions de dollars, en hausse de 1 million, et forte croissance des revenus en devise d'origine.
- Groupe Gestion privée : 85 millions de dollars, en hausse de 22 millions ou de 35 %, grâce à la forte croissance des revenus (abstraction faite des revenus de *Harrisdirect* l'an dernier).
- Groupe Services d'investissement : 201 millions de dollars, en hausse de 17 millions ou de 9,0 %, grâce surtout à l'augmentation des revenus de négociation.
- Services d'entreprise : 48 millions de dollars, en hausse de 55 millions, grâce à la diminution des provisions pour créances irrécouvrables et des impôts sur les bénéfices.

Principaux points de comparaison avec les résultats des neuf premiers mois de l'an dernier :

- Revenu net de 1 967 millions de dollars, en hausse de 235 millions ou de 14 %.
- RPA de 3,80 \$, en hausse de 13 %, et RPA avant amortissement de 3,86 \$, en hausse de 12 %. Si on fait abstraction d'une réduction de 40 millions de dollars (26 millions après impôts) de la réserve générale effectuée en 2005, le RPA a progressé de 15 % et le RPA avant amortissement, de 13 %.
- RCP de 19,2 %, alors qu'il était de 18,4 % l'an dernier.
- Amélioration de 217 points de base du ratio de productivité, qui s'établit à 62,2 %, et amélioration de 162 points de base du ratio de productivité avant amortissement, qui s'établit à 61,8 %.
- Provisions spécifiques pour créances irrécouvrables de 160 millions de dollars. Nous prévoyons maintenant que les provisions spécifiques se chiffreront à 250 millions de dollars ou moins pour l'exercice, alors que notre cible s'élevait à 400 millions et notre estimation faite à la fin du premier trimestre, à 325 millions.

1 Sauf indication contraire, lorsqu'il est question de résultat par action (RPA) dans le présent Rapport de gestion, il s'agit toujours du résultat dilué par action.

2 Les ajustements qui ont pour effet de substituer les résultats avant amortissement aux résultats selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et de substituer le revenu et les impôts sur les bénéfices sur une base d'imposition comparable (bic) au revenu et aux impôts sur les bénéfices selon les PCGR sont exposés plus loin dans la section Mesures conformes aux PCGR et mesures connexes non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion, de l'Analyse des résultats financiers, où sont également expliqués toutes les mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR. Les revenus et les impôts sur les bénéfices sont indiqués dans les états financiers conformément aux PCGR. Sauf en ce qui concerne les états financiers, tous les revenus et impôts

sur les bénéfices, ainsi que les mesures qui incluent des revenus ou des impôts sur les bénéfices, qui sont présentés dans le présent Rapport de gestion le sont sur une base d'imposition comparable.

3 Au quatrième trimestre de 2005, BMO a conclu la vente de *Harrisdirect*, notre ancienne société de placement en direct aux États-Unis. Certaines de nos mesures de la croissance des revenus et des frais et de la productivité sont présentées sur une base qui exclut les résultats de *Harrisdirect* au cours des périodes comparées, afin de faciliter l'explication des résultats.

Les références aux services bancaires aux particuliers et aux entreprises concernent les activités du groupe Particuliers et entreprises et les références aux services de gestion de patrimoine concernent les activités du groupe Gestion privée.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent rapport trimestriel, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal ainsi que ses filiales.

Les commentaires contenus dans le Rapport de gestion du troisième trimestre sont en date du 22 août 2006. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Le présent Rapport de gestion intermédiaire doit être lu en se reportant aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour les périodes terminées le 31 juillet 2006, qui sont inclus dans ce document, et au Rapport de gestion de l'exercice terminé le 31 octobre 2005, qui est inclus dans le Rapport annuel 2005 de BMO.

Sommaire des résultats

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)	T3-2006	Augmentation/(Diminution) c. T3-2005		Augmentation/(Diminution) c. T2-2006		Cumul 2006	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2005	
Revenu selon les états financiers	2 570	159	7 %	97	4 %	7 524	305	4 %
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic)	33	3	11 %	3	8 %	94	5	6 %
Revenu (bic) 1)	2 603	162	7 %	100	4 %	7 618	310	4 %
Provision spécifique pour créances irrécouvrables	42	(31)	(43 %)	(24)	(36 %)	160	(2)	(1 %)
Augmentation de la réserve générale	-	-	-	-	-	-	40	100 %
Total - provision pour créances irrécouvrables	42	(31)	(43 %)	(24)	(36 %)	160	38	31 %
Frais autres que d'intérêts	1 600	31	2 %	40	3 %	4 740	34	1 %
Impôts sur les bénéfices selon les états financiers	199	(9)	(4 %)	22	12 %	600	(17)	(3 %)
Rajustement sur une base d'imposition comparable	33	3	11 %	3	8 %	94	5	6 %
Impôts sur les bénéfices (bic) 1)	232	(6)	(2 %)	25	12 %	694	(12)	(2 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	5	34 %	-	-	57	15	35 %
Revenu net	710	163	30 %	59	9 %	1 967	235	14 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	9	(8)	(46 %)	-	-	27	(30)	(50 %)
Revenu net avant amortissement 1)	719	155	28 %	59	9 %	1 994	205	12 %
Résultat de base par action (en dollars)	1,41	0,33	31 %	0,13	10 %	3,88	0,46	13 %
Résultat dilué par action (en dollars)	1,38	0,31	29 %	0,13	10 %	3,80	0,45	13 %
Résultat dilué par action avant amortissement (en dollars) 1)	1,40	0,30	27 %	0,13	10 %	3,86	0,40	12 %
Rendement des capitaux propres (RCP)	20,3 %		3,5 %		1,0 %	19,2 %		0,8 %
RCP avant amortissement 1)	20,6 %		3,3 %		1,0 %	19,4 %		0,4 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	62,3 %		(2,8 %)		(0,8 %)	63,0 %		(2,2 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic) 1)	61,5 %		(2,8 %)		(0,8 %)	62,2 %		(2,2 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic) 1)	61,1 %		(2,3 %)		(0,8 %)	61,8 %		(1,6 %)
Marge nette d'intérêts	1,56 %		(0,09 %)		0,05 %	1,54 %		(0,09 %)
Marge nette d'intérêts (bic) 1)	1,60 %		(0,08 %)		0,05 %	1,59 %		(0,08 %)
Ventilation du revenu net entre les groupes d'exploitation :								
Groupe Particuliers et entreprises	376	69	22 %	90	31 %	962	68	8 %
Groupe PE - Canada	345	68	25 %	86	33 %	870	67	9 %
Groupe PE - Services bancaires région de Chicago	31	1	-	4	16 %	92	1	-
Groupe Gestion privée	85	22	35 %	(11)	(12 %)	275	62	29 %
Groupe Services d'investissement	201	17	9 %	(44)	(18 %)	674	47	7 %
Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	48	55	+100 %	24	+100 %	56	58	+100 %
Revenu net - BMO Groupe financier	710	163	30 %	59	9 %	1 967	235	14 %

1) Montants et mesures non conformes aux PCGR. Voir plus haut la note 2 des Principaux points de comparaison de résultats et la section Mesures conformes aux PCGR et mesures connexes non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion à la page 6, qui portent sur l'utilisation des mesures non conformes aux PCGR dans le présent document.

Revue des résultats

Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2006, le revenu net s'élève à 710 millions de dollars, soit une hausse de 163 millions, ou de 30 %, par rapport à l'an dernier. Le RPA s'est accru de 0,31 \$, ou de 29 %, et s'établit à 1,38 \$, et le RPA avant amortissement s'est accru de 0,30 \$, ou de 27 %, et s'établit à 1,40 \$.

« Je suis enchanté de nos résultats de ce trimestre et de notre revenu net record, » a déclaré Tony Comper, président et chef de la direction de BMO Groupe financier, lorsque les résultats ont été rendus publics le 22 août 2006. « Tous nos groupes d'exploitation ont fortement progressé par rapport à l'an dernier et nous avons continué à investir dans des initiatives stratégiques pour soutenir notre croissance future. Je suis aussi extrêmement heureux de la nomination au cours du trimestre de nouveaux dirigeants à la tête de nos services aux particuliers et aux entreprises, tant au Canada qu'aux États-Unis, ainsi que de la profondeur de l'ensemble de notre équipe de hauts dirigeants. Je suis absolument convaincu que ces leaders contribueront à l'élaboration de nos stratégies, au développement de nos secteurs d'activité et à l'accroissement de notre profitabilité. »

Le revenu net de BMO s'est accru de 163 millions de dollars, ou de 30 %, par rapport au troisième trimestre de l'an dernier. Le revenu net du groupe Particuliers et entreprises a progressé de 69 millions de dollars, ou de 22 %, grâce à la croissance des volumes, au gain de 38 millions (25 millions après impôts) lié au premier appel public à l'épargne (PAPE) de MasterCard et à un taux d'imposition peu élevé, dû principalement au recouvrement de 26 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs. Le revenu net du groupe Gestion privée a augmenté de 22 millions de dollars, ou de 35 %, ce qui est dû en partie à une perte d'exploitation de 12 millions de *Harrisdirect* constatée dans les résultats de l'an dernier. Une fois rajusté pour tenir compte de la vente de *Harrisdirect* l'an dernier, le revenu du groupe a connu une forte croissance multisectorielle. Le revenu net du groupe Services d'investissement s'est accru de 17 millions de dollars, ou de 9,0 %, grâce à la hausse des revenus de négociation et de commissions et à l'accroissement des activités dans le secteur des fusions et acquisitions. Le groupe Services d'entreprise a augmenté son revenu net de 55 millions de dollars, grâce principalement à la réduction des provisions pour créances irrécouvrables et des impôts sur les bénéfices.

« C'est notre groupe Particuliers et entreprises qui a le plus contribué à la croissance de notre revenu net par rapport au deuxième trimestre, » a ajouté M. Comper. « Ce groupe a réalisé un revenu net record et, comme nous l'avions prévu, il a accru la marge nette d'intérêts du groupe PE – Canada. »

Comparativement au deuxième trimestre, le revenu net de BMO s'est accru de 59 millions de dollars ou de 9,1 %. Le revenu net du groupe Particuliers et entreprises a progressé de 90 millions de dollars ou de 31 %. Le groupe PE – Canada a bénéficié d'une bonne croissance des volumes, de l'amélioration de la marge nette d'intérêts, d'un taux d'imposition effectif peu élevé, du gain lié au PAPE de MasterCard et du fait que le troisième trimestre comptait trois jours de plus que le précédent. Ces facteurs ont toutefois été partiellement neutralisés par la hausse des frais engagés pour la croissance future, notamment les frais liés à l'expansion de la force de vente de nos services aux particuliers et aux entreprises. Le groupe PE – Services bancaires région de Chicago a lui aussi contribué à la forte croissance du revenu net, grâce à la hausse de ses revenus et à la diminution de ses frais. Le revenu net du groupe Gestion privée a diminué de 11 millions de dollars, ou de 12 %. Les marchés des capitaux ont été moins actifs qu'au trimestre précédent et le volume saisonnier des transactions effectuées par les clients a diminué, alors que les frais du groupe augmentaient en raison des investissements dans sa force de vente. Le revenu net du groupe Services d'investissement a reculé de 44 millions de dollars ou de 18 %. Bien que les revenus de négociation aient été élevés, ils ont diminué par rapport aux revenus particulièrement élevés du deuxième trimestre. Les revenus des activités de prise ferme et les gains sur titres de placement ont aussi été moins élevés qu'au trimestre précédent, les revenus du groupe au deuxième trimestre ayant bénéficié d'initiatives fiscales liées aux activités d'exploitation. Le revenu net du groupe Services d'entreprise s'est accru de 24 millions de dollars, grâce principalement à l'augmentation de ses revenus et à la réduction des provisions pour créances irrécouvrables, facteurs partiellement neutralisés par la hausse des frais.

¹ Sur une base d'imposition comparable – voir la section qui traite des mesures conformes et des mesures connexes non conformes aux PCGR.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le revenu net de BMO se chiffre à 1 967 millions de dollars, soit une progression de 235 millions, ou de 14 %, comparativement à la même période en 2005. Le RPA s'élève à 3,80 \$, en hausse de 0,45 \$ ou de 13 %, et le RPA avant amortissement atteint 3,86 \$, soit une hausse de 0,40 \$ ou de 12 %.

Le revenu net du groupe Particuliers et entreprises a augmenté de 68 millions de dollars, ou de 7,5 %, pour les neuf premiers mois de l'exercice. La forte croissance des volumes et le gain lié au PAPE de MasterCard n'ont été que partiellement neutralisés par les effets de la réduction de la marge nette d'intérêts, de la hausse des frais et de l'augmentation de la provision pour créances irrécouvrables. Le groupe Gestion privée a augmenté son revenu net de 62 millions de dollars ou de 29 %, la forte croissance des revenus, abstraction faite de l'incidence de la vente de *Harrisdirect*, ayant surpassé l'augmentation des frais liés au revenu. Le revenu net du groupe Services d'investissement s'est accru de 47 millions de dollars, ou de 7,4 %, la forte croissance des revenus ayant plus que compensé l'incidence de la hausse des coûts liés au rendement. Les résultats de la période précédente avaient bénéficié de la constatation d'un gain de 44 millions de dollars (37 millions après impôts) lié à la restructuration des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) au deuxième trimestre de 2005. Le revenu net du groupe Services d'entreprises a progressé de 58 millions de dollars et s'établit à 56 millions, grâce surtout à des avantages fiscaux plus élevés et à la réduction de ses frais, facteurs partiellement neutralisés par la baisse des recouvrements de pertes sur prêts.

« Nous avons continué à produire de bons résultats depuis le début de l'année et nous demeurons en bonne voie d'atteindre les cibles financières que nous avons fixées pour l'exercice, » a poursuivi M. Comper. « Nous réussissons à établir un équilibre entre notre engagement à atteindre ces cibles et la nécessité d'investir pour assurer notre croissance future, comme le montre la récente annonce de notre intention d'acquérir *bcpbank Canada*, dont la clientèle est constituée principalement de la nombreuse communauté de Canadiens d'origine portugaise. Cette acquisition nous ouvrira l'un des plus importants débouchés qui s'offrent à nous : le marché des services financiers destinés à une clientèle canadienne multiculturelle et multigénérationnelle. »

Le revenu¹ du trimestre a progressé de 162 millions de dollars, ou de 6,7 %, comparativement au troisième trimestre de l'an dernier et il s'élève à 2 603 millions, mais sa progression est de 210 millions, ou de 8,9 %, si on exclut les résultats de *Harrisdirect*. L'affaiblissement du dollar américain a diminué la croissance du revenu de 63 millions de dollars ou de 2,6 %. Le revenu du groupe Particuliers et entreprises s'est accru de 129 millions de dollars, ou de 9,8 %, grâce à la forte croissance des volumes de ses produits et au gain de 38 millions lié au PAPE de MasterCard, facteurs partiellement neutralisés par les effets du rétrécissement de la marge nette d'intérêts et de l'affaiblissement du dollar américain. Le revenu du groupe Gestion privée a diminué de 2 millions de dollars, mais il a augmenté de 46 millions, ou de 11 %, si on exclut les résultats de *Harrisdirect*, et de 54 millions, ou de 13 %, si on exclut également l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. La croissance du revenu de ce groupe s'est manifestée dans de nombreux secteurs. Le revenu du groupe Services d'investissement s'est accru de 31 millions de dollars, ou de 4,6 %, mais l'augmentation atteint 64 millions de dollars, ou 9,7 %, si on exclut l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Les revenus de négociation ont augmenté grâce à une conjoncture favorable sur le marché et à l'intensification des activités des clients, particulièrement dans le secteur des instruments dérivés des produits de base. Les commissions sur titres de même que les revenus du secteur des fusions et acquisitions ont aussi augmenté. Les gains nets sur titres de placement de BMO s'élèvent à 51 millions de dollars pour le trimestre. Mais si on fait abstraction du gain de 38 millions de dollars lié au PAPE de Mastercard, les gains nets sur titres de placement ont diminué de 24 millions par rapport au troisième trimestre de 2005 et de 17 millions par rapport au deuxième trimestre de 2006.

Par rapport au deuxième trimestre, le revenu s'est accru de 100 millions de dollars, ou de 4,0 %, en partie parce que le troisième trimestre comptait trois jours de plus que le précédent. Le revenu du groupe Particuliers et entreprises a progressé de 133 millions de dollars,

ou de 10 %, grâce à la croissance des volumes, au gain lié au PAPE de MasterCard, au fait que le trimestre comptait plus de jours, à l'amélioration de la marge nette d'intérêts au Canada et à l'augmentation des revenus des services de cartes, de titrisation et d'assurance. Ces facteurs ont toutefois été partiellement neutralisés par l'incidence du rétrécissement de la marge nette d'intérêts aux États-Unis et par l'affaiblissement du dollar américain. Le revenu du groupe Gestion privée a diminué de 10 millions de dollars, ou de 2,0 %, la diminution saisonnière des revenus de négociation n'ayant été que partiellement compensée par la hausse du revenu net d'intérêts. Le revenu du groupe Services d'investissement a diminué de 48 millions de dollars, ou de 6,6 %, en raison de la baisse des revenus de négociation, des gains sur titres de placement et des revenus des activités de prise ferme, baisse partiellement compensée par l'augmentation des commissions sur les fusions et acquisitions. Le revenu du groupe Services d'entreprise a augmenté de 25 millions de dollars grâce à la hausse du revenu net d'intérêts lié aux activités générales de l'entreprise.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le revenu s'est accru de 310 millions de dollars, ou de 4,3 %, et s'élève à 7 618 millions de dollars, mais il a progressé de 466 millions, ou de 6,5 %, si on exclut les résultats de *Harrisdirect*. L'affaiblissement du dollar américain a réduit la croissance du revenu de 140 millions de dollars, ou de 1,9 %. La croissance du revenu pour les neuf premiers mois de l'exercice est due en grande partie aux mêmes facteurs qui ont augmenté le revenu du troisième trimestre par rapport au trimestre correspondant l'an dernier. Cependant, le revenu de 2005 incluait un gain de 44 millions de dollars lié à la restructuration des EDDV.

La marge nette d'intérêts¹ globale de BMO pour le troisième trimestre de 2006 s'établit à 1,60 %, soit un recul de 8 points de base comparativement à l'an dernier, mais une hausse de 5 points de base par rapport au deuxième trimestre, en grande partie grâce à une amélioration de 8 points de base de la marge du groupe PE – Canada. Les marges nettes d'intérêts des groupes PE – Canada et Services d'investissement se sont toutes deux rétrécies par rapport à l'an dernier, mais elles se sont élargies comparativement au deuxième trimestre. La marge nette d'intérêts du groupe Gestion privée s'est améliorée aussi bien par rapport à l'an dernier que par rapport au deuxième trimestre, tandis que celle du groupe PE – Services bancaires région de Chicago s'est rétrécie. Les marges nettes d'intérêts sont présentées en détail dans la section Revenu à la page 7.

Les frais autres que d'intérêts se chiffrent à 1 600 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2006, soit une hausse de 31 millions, ou de 2,0 %, comparativement à l'an dernier, mais la hausse est de 98 millions, ou de 6,6 %, si on exclut les résultats de *Harrisdirect*. L'affaiblissement du dollar américain a retranché 41 millions de dollars, ou 2,7 %, à l'augmentation des frais. Les frais des services bancaires aux particuliers et aux entreprises ont augmenté en raison de la hausse des frais liés au personnel, qui est attribuable à l'augmentation des forces de vente des services aux particuliers et des services aux entreprises au Canada; aux États-Unis, après rajustement pour tenir compte de l'affaiblissement du dollar américain, ils ont aussi augmenté en raison des frais liés aux acquisitions et à l'expansion du réseau de succursales. L'augmentation des dépenses liées à des initiatives au Canada et aux États-Unis a aussi contribué à la hausse des frais des services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Les indemnités de départ du groupe Services d'investissement ont augmenté, de même que les coûts liés au revenu du groupe Gestion privée.

Par rapport au deuxième trimestre, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 40 millions de dollars, ou de 2,7 %, en partie parce que le troisième trimestre comptait trois jours de plus que le précédent. Les coûts liés au personnel ont augmenté en raison de l'expansion des forces de vente des services aux particuliers et des services aux entreprises au Canada. Les frais du groupe PE – Services bancaires région de Chicago ont diminué parce que les résultats du deuxième trimestre comportaient une hausse des frais de montage de prêts et de marketing. Les frais du groupe Gestion privée ont augmenté en raison de la hausse de notre investissement dans notre force de vente, tandis que la baisse des coûts liés au rendement du groupe Services d'investissement contribuait à la diminution globale des frais de ce groupe.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 34 millions de dollars, ou de 0,7 %, et s'élèvent à 4 740 millions de dollars, mais l'augmentation est de

217 millions, ou de 4,8 %, si on exclut *Harrisdirect*. L'affaiblissement du dollar américain a réduit la croissance des frais de 92 millions de dollars, ou de 2,0 %. L'augmentation des frais est principalement attribuable aux mêmes facteurs qui ont contribué à leur augmentation au troisième trimestre par rapport au trimestre correspondant l'an dernier. Au deuxième trimestre de 2005, les résultats comprenaient une provision de 25 millions de dollars liée à un litige, constatée dans les résultats du groupe Services d'entreprise.

Le ratio de productivité s'établit à 61,5 % pour le troisième trimestre de 2006, alors qu'il était de 64,3 % il y a un an. Le ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 226 points de base et s'établit à 61,1 %, ou de 120 points de base si on exclut les résultats de *Harrisdirect* pour la période correspondant à l'an dernier. Par rapport au deuxième trimestre, nos ratios de productivité et de productivité avant amortissement se sont améliorés respectivement de 81 et de 78 points de base. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, notre ratio de productivité s'est amélioré de 217 points de base par rapport à la période comparable en 2005, tandis que notre ratio de productivité avant amortissement s'améliorait de 162 points de base, l'écart entre les améliorations s'expliquant en grande partie par la vente de *Harrisdirect* qui a eu pour conséquence de réduire l'amortissement des actifs incorporels, une charge hors trésorerie.

Les provisions pour créances irrécouvrables demeurent peu élevées, totalisant 42 millions de dollars au troisième trimestre, alors qu'elles atteignaient 73 millions il y a un an et 66 millions au deuxième trimestre. Les provisions spécifiques pour créances irrécouvrables totalisent 160 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice et il n'y a eu aucun changement à la réserve générale en 2006. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2005, la provision globale pour créances irrécouvrables se chiffrait à 122 millions de dollars, soit des provisions spécifiques de 162 millions et une réduction de la réserve générale de 40 millions. Nous prévoyons maintenant des provisions spécifiques pour créances irrécouvrables de 250 millions de dollars ou moins pour l'exercice 2006, alors que la cible que nous avions établie au début de l'exercice était une provision de 400 millions ou moins et que notre estimation à la fin du premier trimestre était de 325 millions.

Le revenu net provenant de nos activités aux États-Unis s'établit à 101 millions de dollars américains pour le troisième trimestre de 2006, alors qu'il s'établissait à 68 millions de dollars américains l'an dernier et à 99 millions de dollars américains au deuxième trimestre. L'amélioration par rapport à l'an dernier est due en partie à la réduction des provisions pour créances irrécouvrables en 2006 et à la perte d'exploitation de *Harrisdirect* au troisième trimestre de l'an dernier.

La Banque de Montréal détient une participation dans MasterCard Incorporated. Au cours du trimestre, MasterCard a effectué un premier appel public à l'épargne aux États-Unis. Dans le cadre de cette opération, une partie des intérêts de la Banque de Montréal dans MasterCard a été rachetée. BMO a alors réalisé un gain de 38 millions de dollars canadiens (25 millions de dollars canadiens après impôts) sur les actions rachetées, ce qui est conforme à l'estimation que nous avions indiquée lors de la publication de nos résultats du deuxième trimestre.

Le ratio du capital de première catégorie s'établit à 10,07 %, alors qu'il se chiffrait à 10,20 % à la fin du deuxième trimestre et à 10,30 % à la fin de 2005. Ces reculs sont principalement attribuables à la croissance de l'actif pondéré en fonction des risques, elle-même due en grande partie à la croissance des prêts des groupes Particuliers et entreprises et Services d'investissement.

Le 24 mai 2006, BMO a annoncé une hausse de la fourchette de son ratio de distribution cible, qui était de 35 % à 45 %, en la portant entre 45 % et 55 % du revenu net afférent aux actions ordinaires. Cette hausse reflète notre confiance en notre capacité d'accroître de façon soutenue notre revenu net ainsi que la solidité de notre assise financière. Notre rigueur en matière de gestion du capital nous permettra de poursuivre la mise en œuvre de nos attrayantes stratégies de croissance et de respecter notre engagement de longue date à accroître la valeur pour les actionnaires. Conformément à son nouveau ratio de distribution cible, BMO a en même temps annoncé une hausse de 17 %, ou de 0,09 \$, du dividende versé à ses actionnaires ordinaires pour le troisième trimestre. Le dividende passe ainsi de 0,53 \$ à 0,62 \$, soit 35 % de plus qu'à la même période l'an dernier, alors qu'il était de 0,46 \$. Au troisième trimestre, le rendement des actions ordinaires de BMO était le meilleur des grandes banques du Canada.

¹ Sur une base d'imposition comparable – voir la section qui traite des mesures conformes et des mesures connexes non conformes aux PCGR.

Au cours du trimestre, nous avons racheté 2 544 900 actions ordinaires de la Banque de Montréal dans le cadre de notre programme de rachat d'actions ordinaires, au prix moyen de 61,90 \$ l'action, pour une somme totale de 158 millions de dollars. Nous avons racheté 5 760 700 actions ordinaires en vertu d'une offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, qui arrive à échéance le 5 septembre 2006 et qui nous autorise à racheter aux fins d'annulation un maximum de 15 000 000 d'actions ordinaires de la Banque de Montréal, soit environ 3 % des actions en circulation de BMO. Notre programme de rachat d'actions ordinaires vise principalement à compenser, à la longue, l'effet de dilution causé par l'exercice d'options d'achat d'actions, le Régime de réinvestissement des dividendes et la conversion d'actions convertibles. Après la fin du trimestre, le Conseil d'administration de BMO a autorisé la direction à déposer un avis d'intention de faire une nouvelle offre dans le cours normal de nos activités, sous réserve de l'approbation de la Bourse de Toronto, visant à racheter à des fins d'annulation un maximum de 15 millions d'actions ordinaires de la Banque de Montréal, soit environ 3 % des actions en circulation de BMO.

Cibles pour l'exercice 2006	Résultats cumulatifs depuis le début de l'exercice jusqu'au 31 juillet 2006
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Croissance du RPA de 5 % à 10 % par rapport à un montant de base de 4,58 \$* (excluant les changements apportés à la réserve générale). ▪ RCP de 17 % à 19 %. ▪ Provision spécifique pour créances irrécouvrables de 400 millions de dollars ou moins. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ RPA de 3,80 \$, en hausse de 15 % par rapport à 3,30 \$ (excluant les changements apportés à la réserve générale). ▪ RCP annualisé de 19,2 %. ▪ Provision spécifique pour créances irrécouvrables de 160 millions de dollars.
<p>Nous prévoyons maintenant des provisions spécifiques de 250 millions ou moins pour l'exercice 2006, alors que notre estimation était de 325 millions à la fin du premier trimestre.</p>	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ratio du capital de première catégorie d'au moins 8,0 %. ▪ Amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 100 à 150 points de base. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ratio du capital de première catégorie de 10,07 %. ▪ Amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 162 points de base par rapport à l'an dernier.

* Auparavant 4,59 \$. Montant retraité en raison de l'application rétroactive des modifications de la convention comptable concernant la rémunération à base d'actions.

Perspectives relatives aux résultats et à l'économie en 2006

Nous demeurons sur la bonne voie pour atteindre les cibles de l'exercice 2006 qui sont présentées ci-dessus et que nous avons établies à la fin de l'exercice 2005.

Nous nous attendons maintenant à ce que l'économie canadienne croisse au rythme modéré de 3,0 % en 2006, soit un taux assez semblable à celui de l'an dernier. Nous prévoyons que les investissements des entreprises demeureront élevés, en réaction à la croissance continue des profits des entreprises, ce qui favorisera la croissance des prêts aux entreprises. Sur le marché de l'habitation, par contre, l'activité devrait diminuer, les précédentes hausses des taux d'intérêt ayant pour effet de réduire la demande et de ralentir la construction. La force du dollar canadien continuera probablement à restreindre les exportations et l'activité manufacturière cette année. Les taux d'intérêt devraient rester stables pendant un certain temps, ce qui, combiné à l'expansion économique régulière, devrait favoriser les activités rémunérées des services bancaires d'investissement. Nous prévoyons que les provinces productrices de ressources de l'Ouest du Canada, ainsi que la province de Terre-Neuve-et-Labrador, mèneront l'économie canadienne cette année, parce que les prix des produits de base sont à des niveaux historiquement élevés.

Nous prévoyons que l'économie des États-Unis croîtra à un bon rythme 3,4 % en 2006, soit un rythme similaire à celui de l'an dernier. Après une brusque accélération plus tôt cette année, la croissance s'est ralentie en raison des taux d'intérêt à la hausse et des prix élevés de l'énergie. Les investissements des entreprises, qui resteront élevés grâce à la bonne situation des bilans, devraient favoriser la croissance des prêts aux entreprises. Par contre, les précédentes hausses de taux d'intérêt devraient continuer à atténuer la demande de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts à la consommation. On s'attend à ce que le dollar américain continue à se déprécier par rapport à la plupart des principales monnaies, en raison de l'importance du déficit commercial des États-Unis et de l'assouplissement prévu de la politique de la Réserve fédérale l'an prochain.

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Un cadre de gouvernance financière rigoureux et complet a été mis en place au sein de BMO et de ses filiales, aux niveaux de la direction et du Conseil d'administration. Chaque année, le rapport annuel de BMO contient une déclaration signée par le chef de la direction et le chef des finances faisant état de la responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière contenue dans le rapport. Lors de la publication de son rapport annuel et d'autres documents d'information, en décembre 2005, BMO a déposé des déclarations certifiant ses résultats, signées par le chef de la direction et le chef des finances, auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la SEC des États-Unis. Dans ces déclarations, le chef de la direction et le chef des finances de BMO certifient, comme l'exigent, au Canada, la norme multilatérale 52-109 (Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) et, aux États-Unis, la loi Sarbanes-Oxley, l'exactitude de l'information financière contenue dans nos documents d'information annuels ainsi que l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information. Le chef de la direction et le chef des finances de BMO certifient l'exactitude de l'information financière contenue dans nos rapports intermédiaires déposés auprès des organismes de réglementation, y compris le présent Rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour la période terminée le 31 juillet 2006 qui l'accompagnent. Ils certifient également qu'ils sont responsables de l'élaboration des contrôles et procédures relatifs à la communication de l'information financière.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité de vérification de BMO a examiné le présent Rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints, et le Conseil d'administration de BMO a approuvé ces documents avant leur publication.

On trouvera une analyse plus détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans la section Rapport de gestion du Rapport annuel 2005 de BMO, accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act, loi américaine de 1995, et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2006 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent rapport trimestriel de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels, les conditions, les actions ou les événements futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment : la situation économique générale dans les pays où nous sommes présents, les fluctuations des taux d'intérêt et de change, les changements de politique monétaire, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude ou l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, les estimations comptables critiques, les risques opérationnels et infrastructurels, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau et les changements technologiques.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour de plus amples renseignements, le lecteur peut se reporter aux pages 29 et 30 du Rapport annuel 2005 de BMO, qui décrit en détail certains facteurs clés susceptibles d'influer sur les résultats futurs de BMO. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine en 2006 et aux conséquences de ce comportement sur nos activités sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et de nos cibles financières pour l'exercice 2006, y compris nos provisions pour créances irrécouvrables. Selon certaines de nos principales hypothèses, les économies canadienne et américaine devraient croître à un rythme vigoureux en 2006 et le taux d'inflation devrait demeurer bas. Nous avons également supposé que les taux d'intérêt augmenteraient progressivement dans les deux pays en 2006 et que le dollar canadien conserverait ses récents gains. Nous croyons que ces hypothèses sont toujours valables et nous avons continué à nous fonder sur elles pour évaluer notre capacité d'atteindre nos cibles financières pour l'exercice 2006. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences. Les lois fiscales en vigueur dans les pays où nous sommes présents, principalement le Canada et les États-Unis, sont des facteurs importants dont nous devons tenir compte pour déterminer notre taux d'imposition effectif normal.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, notre Rapport de gestion et nos États financiers consolidés vérifiés annuels, notre Notice annuelle et notre Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire

de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, à www.bmo.com/relationinvestisseurs, sur le site des autorités canadiennes en valeurs mobilières, à www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à www.sec.gov.

Analyse des résultats financiers

Mesures conformes aux PCGR et mesures connexes non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2006	T2-2006	T3-2005	Cumul 2006	Cumul 2005
Revenu net d'intérêts selon les états financiers a)	1 234	1 113	1 214	3 529	3 593
Revenu autre que d'intérêts	1 336	1 360	1 197	3 995	3 626
Revenu selon les états financiers b)	2 570	2 473	2 411	7 524	7 219
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic) c)	33	30	30	94	89
Revenu net d'intérêts (bic) (a+c) d) 1)	1 267	1 143	1 244	3 623	3 682
Revenu autre que d'intérêts	1 336	1 360	1 197	3 995	3 626
Revenu (bic) e) 1)	2 603	2 503	2 441	7 618	7 308
Provision pour impôts sur les bénéfices selon les états financiers	199	177	208	600	617
Rajustement sur une base d'imposition comparable	33	30	30	94	89
Provision pour impôts sur les bénéfices (bic) 1)	232	207	238	694	706
Frais autres que d'intérêts f)	1 600	1 560	1 569	4 740	4 706
Amortissement des actifs incorporels	(10)	(12)	(24)	(33)	(72)
Frais avant amortissement g) 1)	1 590	1 548	1 545	4 707	4 634
Revenu net	710	651	547	1 967	1 732
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	9	9	17	27	57
Revenu net avant amortissement 1)	719	660	564	1 994	1 789
Dividendes sur actions privilégiées	(6)	(8)	(6)	(22)	(22)
Charge au titre du capital 1)	(364)	(350)	(340)	(1 067)	(979)
Profit économique net 1)	349	302	218	905	788
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu 2) (%) ((f/b) x 100)	62,3	63,1	65,1	63,0	65,2
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic) 1) 2) (%) ((f/e) x 100)	61,5	62,3	64,3	62,2	64,4
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic) 1) 2) (%) ((g/e) x 100)	61,1	61,9	63,4	61,8	63,4
Marge nette d'intérêts annualisée (%) ((a / actif moyen) x 100)	1,56	1,51	1,65	1,54	1,63
Marge nette d'intérêts (bic) annualisée 1) (%) ((d / actif moyen) x 100)	1,60	1,55	1,68	1,59	1,67
RPA (à partir du revenu net) (en dollars)	1,38	1,25	1,07	3,80	3,35
RPA avant amortissement 1) (à partir du revenu net avant amortissement) (en dollars)	1,40	1,27	1,10	3,86	3,46

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR.

2) Aussi appelé ratio de productivité ou ratio de productivité avant amortissement, selon le cas.

Pour évaluer ses résultats, BMO utilise à la fois des mesures conformes aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) et certaines mesures qui ne sont pas conformes aux PCGR. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que les résultats et les autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les PCGR n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises. Le tableau ci-dessus rapproche les mesures non conformes aux PCGR, que la direction surveille régulièrement, et leurs équivalents selon les PCGR.

Les mesures du revenu net avant amortissement et du ratio de productivité avant amortissement peuvent faciliter la comparaison de deux périodes où il s'est produit une acquisition, surtout parce que l'amortissement des actifs incorporels peut ne pas avoir été considéré comme charge pertinente au moment de la décision d'achat. Les mesures du résultat par action (RPA) avant amortissement sont aussi utiles parce que les analystes s'y intéressent souvent et que le RPA avant amortissement est utilisé par Thomson First Call pour surveiller les prévisions de résultats faites par des tiers et dont les médias font souvent état. Les mesures avant amortissement ajoutent l'amortissement après impôts des actifs incorporels aux résultats selon les PCGR pour en tirer les mesures du revenu net avant amortissement (et du RPA avant amortissement correspondant) et retranchent l'amortissement des actifs incorporels des frais autres que d'intérêts pour en tirer les mesures de la productivité avant amortissement.

BMO, comme plusieurs autres banques, analyse son revenu, et les ratios établis d'après son revenu, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. Pour plus de cohérence, le taux d'imposition effectif est également analysé sur une base d'imposition comparable. L'analyse sur une base d'imposition comparable permet de neutraliser l'effet, sur les ratios, d'avoir investi dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés. Elle atténue les distorsions des ratios, entre les périodes et entre les institutions, liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables. Dans le présent Rapport de gestion, tous les montants de revenus et d'impôts et les ratios correspondants sont présentés sur une base d'imposition comparable, à moins d'indication contraire.

Le profit économique net est le revenu net avant amortissement afférent aux actions ordinaires, moins une charge au titre du capital, et constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

Change

L'affaiblissement du dollar américain a eu un effet à la baisse sur l'équivalent en dollars canadiens des revenus, des frais, de la provision pour créances irrécouvrables, des impôts sur les bénéfices et du revenu net de BMO libellés en dollars américains pour les premier, deuxième et troisième trimestres de 2006, relativement aux périodes comparables. Le tableau suivant fait état des taux de change moyens entre les dollars canadien et américain et de l'impact des fluctuations de ces taux. Au début de chaque trimestre, BMO prend part à des opérations de couverture destinées à compenser partiellement l'incidence avant impôts des fluctuations du taux de change au cours du trimestre sur son revenu net en dollars américains pour ce trimestre. Habituellement, ces opérations atténuent partiellement l'impact des fluctuations du taux de change à l'intérieur d'un trimestre.

Dans les périodes futures, les gains ou les pertes résultant de ces opérations de couverture seront déterminés à la fois par les fluctuations monétaires futures et par la valeur des opérations de couverture sous-jacentes futures, car les transactions sont conclues chaque trimestre en rapport avec le revenu net prévu en dollars américains des trois prochains mois. Les effets des fluctuations du taux de change sur nos investissements dans des établissements à l'étranger sont analysés dans la section Impôts sur les bénéfices à la page 11.

Effets des fluctuations du taux de change par rapport au dollar américain sur les résultats de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2006		Cumul 2006
	c. T3-2005	c. T2-2006	c. cumul 2005
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période courante	1,1164	1,1164	1,1379
Période précédente	1,2350	1,1413	1,2261
Revenu net d'intérêts réduit	(21)	(4)	(49)
Revenu autre que d'intérêts réduit	(42)	(9)	(91)
Revenu total réduit	(63)	(13)	(140)
Frais réduits	41	9	92
Provision pour créances irrécouvrables réduite	3	1	4
Impôts sur les bénéfices réduits	6	1	26
Revenu net réduit avant gains sur opérations de couverture	(13)	(2)	(18)
Gains (pertes) sur opérations de couverture	(2)	(2)	2
Impôts sur les bénéfices	1	1	(1)
Revenu net augmenté (réduit)	(14)	(3)	(17)

Remarque : Les gains sur opérations de couverture se sont élevés à 1 million de dollars pour le deuxième trimestre et à 4 millions pour le premier semestre de 2006, au lieu des montants de 7 millions et de 8 millions déclarés antérieurement.

Mesures de la valeur

Le rendement des capitaux propres (RCP) annualisé s'éleva à 20,3 % pour le trimestre, alors qu'il s'établissait à 16,8 % il y a un an et à 19,3 % au deuxième trimestre. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le RCP annualisé s'établissait à 19,2 %, ce qui est supérieur à notre cible pour l'exercice, qui était un RCP de 17 % à 19 %, et au RCP de l'an dernier, qui était de 18,4 %.

Marge nette d'intérêts (bic)

(en points de base)	Augmentation/ (Diminution)		Augmentation/ (Diminution)		Augmentation/ (Diminution)	
	T3-2006	c. T3-2005	c. T2-2006	Cumul 2006	c. cumul 2005	
Groupe PE - Canada	260	(6)	8	257	(9)	
Groupe PE - Services bancaires région de Chicago	338	(5)	(7)	341	(11)	
Groupe Particuliers et entreprises	272	(7)	4	270	(10)	
Groupe Gestion privée	887	81	5	874	65	
Groupe Services d'investissement	48	(13)	2	49	(17)	
Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	
Total de BMO	160	(8)	5	159	(8)	

n.s. - non significatif

Le RPA se chiffre à 1,38 \$, soit une hausse de 0,31 \$, ou de 29 %, par rapport au troisième trimestre de 2005, et de 0,13 \$, ou de 10 %, par rapport au deuxième trimestre. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le RPA s'établissait à 3,80 \$, soit une hausse de 0,45 \$, ou de 13 %, par rapport à la période correspondante l'an dernier. Si on fait abstraction de la réduction de la réserve générale en 2005, le RPA des neuf premiers mois de l'exercice 2006 est en hausse de 15 %, ce qui est supérieur à notre cible pour l'exercice, soit une croissance du RPA de 5 % à 10 % sur cette base.

Le profit économique net se chiffre à 349 millions de dollars (voir plus haut la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR), alors qu'il s'établissait à 218 millions au troisième trimestre de 2005. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, il s'établissait à 905 millions de dollars, en hausse par rapport aux 788 millions de la période correspondante en 2005.

Bien que le rendement total des capitaux propres (RTCP) investis dans les actions ordinaires de BMO ait été de (0,3 %) pour le troisième trimestre, ce résultat était le meilleur des grandes banques canadiennes en plus d'être supérieur au rendement total moyen de l'indice composé S&P/TSX. Pour les 12 mois terminés le 31 juillet 2006, le RTCP de BMO s'établissait à 8,0 %, tandis que le RTCP annuel moyen de BMO pour la période de cinq ans qui a pris fin le 31 juillet 2006 s'établissait à 12,8 %, un résultat qui nous classe au quatrième rang des grandes banques du Canada et qui est supérieur au rendement total annuel moyen de l'indice composé S&P/TSX pour la même période, qui est de 11,2 %. Le RTCP annualisé sur cinq ans est notre principale mesure de la valeur pour les actionnaires et la plus importante des mesures de nos résultats financiers et de notre situation financière. Notre objectif fondamental est de maximiser la valeur pour les actionnaires et de nous classer, au fil du temps, dans le quartile supérieur de nos groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord pour le rendement total des capitaux propres.

Revenu net

Le revenu net et ses écarts entre les périodes ont été examinés plus haut dans la Revue des résultats. Le revenu net par groupe d'exploitation fait l'objet d'un examen plus détaillé dans l'Analyse des résultats des groupes d'exploitation qui suit.

Le revenu net provenant de nos activités aux États-Unis s'établissait à 113 millions de dollars canadiens pour le trimestre, soit 15,9 % du revenu net de BMO, alors qu'il se chiffrait à 85 millions de dollars canadiens et à 15,5 % l'an dernier. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le revenu net provenant de nos activités aux États-Unis se chiffre à 352 millions de dollars canadiens, ou à 17,9 % du revenu net de BMO. Pour la période comparable en 2005, il s'élevait à 370 millions de dollars canadiens et à 21,4 %.

Revenu

Tel que nous l'expliquons à la page 6 dans la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR, BMO, comme plusieurs autres banques, analyse son revenu sur une base d'imposition comparable (bic) et tous les revenus et ratios calculés d'après son revenu dans le présent Rapport de gestion sont établis sur cette base.

Le revenu total et ses écarts ont été examinés plus haut dans la section intitulée Revue des résultats.

Le revenu net d'intérêts s'établit à 1 267 millions de dollars, soit une hausse de 23 millions comparativement au troisième trimestre de l'an dernier. La marge nette d'intérêts s'établit à 1,60 %, soit un recul de 8 points de base par rapport à l'an dernier. L'actif moyen s'est accru de 21,8 milliards de dollars. L'actif moyen du groupe Particuliers et entreprises s'est accru de 9,0 milliards de dollars, ayant été stimulé à la fois par la croissance des prêts hypothécaires à l'habitation et par celle des prêts aux particuliers et aux entreprises, qui ont poursuivi leur forte progression en partie grâce à l'activité des marchés de l'habitation. L'actif moyen du groupe Services d'investissement a progressé de 13,4 milliards de dollars, une progression due à la hausse des actifs dérivés, des titres de négociation, des prises en pension et des actifs des services bancaires aux grandes entreprises.

La marge nette d'intérêts du groupe Particuliers et entreprises s'est contractée de 7 points de base par rapport à l'an dernier. La marge nette d'intérêts du groupe PE – Canada a perdu 6 points de base, parce que le total des prêts a connu une plus forte croissance que celui des dépôts, de même qu'en raison d'une stratégie tarifaire hypothécaire offensive visant à faire face à la concurrence et du contexte des taux d'intérêt. La hausse des taux d'intérêt a entraîné la réduction des marges sur les prêts hypothécaires et les autres produits de crédit à taux variable, atténuée par l'amélioration des marges sur les dépôts. La marge nette d'intérêts du groupe PE – Services bancaires région de Chicago s'est rétrécie de 5 points de base en raison des pressions de la concurrence sur les tarifs des prêts et de l'incidence de la baisse des taux de placement obtenus sur les dépôts à long terme, facteurs atténués par des mesures tarifaires appliquées à certaines catégories de dépôts. La marge nette d'intérêts du groupe Services d'investissement a perdu 13 points de base, à cause de la baisse du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation et de la réduction des marges sur les prêts aux grandes entreprises attribuable à la concurrence sur les taux d'intérêt aux États-Unis ainsi que dans les secteurs sensibles aux taux d'intérêt, dans un contexte de taux à la hausse.

Le calcul du revenu net d'intérêts tient compte de l'intérêt obtenu sur les actifs liés à la négociation et des coûts de mobilisation de fonds relatifs à ces actifs. L'écart entre ces deux montants représente notre revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation. La plus grande partie des revenus provenant de ces actifs liés aux activités de négociation est constituée de gains à la valeur de marché. Ces gains sont inclus dans le revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation et sont nettement plus élevés que le revenu net d'intérêts lié à ce type d'activités. Le revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation a été moindre que l'an dernier, mais il a augmenté par rapport au deuxième trimestre. Le recul du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation est principalement attribuable à la hausse des coûts de mobilisation de fonds et a contribué à la réduction de la marge nette d'intérêts du groupe Services d'investissement par rapport à l'an dernier. Le total des revenus d'intérêts et autres que d'intérêts liés aux activités de négociation s'élève à 172 millions de dollars pour le troisième trimestre, soit une hausse de 41 millions par rapport à l'an dernier, mais une baisse de 7 millions comparativement au revenu de négociation particulièrement élevés du deuxième trimestre.

Comparativement au deuxième trimestre, le revenu net d'intérêts a augmenté de 124 millions de dollars, une augmentation partiellement due au fait que le troisième trimestre comptait trois jours de plus que le précédent. L'actif moyen s'est accru de 11,8 milliards de dollars, environ les trois quarts de cette augmentation étant attribuables au groupe Services d'investissement. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 5 points de base et s'établit à 1,60 %. La marge nette d'intérêts du groupe PE – Canada s'est améliorée de 8 points de base, grâce surtout à des mesures tarifaires rigoureuses appliquées à certaines catégories de dépôts, à une évolution vers des produits à plus forte marge et à la hausse des frais de refinancement de prêts hypothécaires payés par les clients qui remplaçaient leur prêt à taux variable par un prêt à taux fixe. La marge nette d'intérêts du groupe PE – Services bancaires région de Chicago s'est contractée de 7 points de base, l'élargissement de la marge sur les dépôts ayant été neutralisé par la réduction des marges sur les prêts attribuable aux pressions de la concurrence. La marge nette d'intérêts du groupe Services d'investissement s'est accrue de 2 points de base, grâce principalement à la hausse du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation et à celle des recouvrements de prêts auparavant classés comme douteux. L'amélioration du revenu net d'intérêts du groupe Services d'entreprise a contribué à l'élargissement de la marge nette d'intérêts de BMO.

La marge nette d'intérêts de BMO s'était rétrécie d'environ 12 points de base aux premier et deuxième trimestres de 2005 et de 8 points de base pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2005, parce que au cours de la première moitié de 2005, nous avons dû consolider des actifs d'EDDV d'une valeur de 21 milliards de dollars dans le bilan de BMO. Les actifs des EDDV ont diminué la marge nette d'intérêts du groupe Services d'investissement d'environ 9 points de base aux premier et deuxième trimestres de 2005 et de 6 points de base pour les neuf premiers mois de 2005. Le 29 avril 2005, nous avons terminé une restructuration de ces EDDV; par conséquent, les actifs de ces entités ne sont plus inclus dans le bilan de BMO à compter de cette date.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2006, le revenu net d'intérêts a diminué de 59 millions et s'établit à 3 623 millions de dollars. L'actif moyen a augmenté de 10,2 milliards de dollars, mais l'augmentation atteint 24 milliards après le rajustement concernant les actifs des EDDV. De cette dernière augmentation, environ 10 milliards de dollars sont attribuables au groupe Particuliers et entreprises, tandis que le reste est attribuable principalement au groupe Services d'investissement. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est contractée de 8 points de base, ou de 16 points de base si on exclut l'incidence des actifs des EDDV. La marge nette d'intérêts des services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est rétrécie au Canada et aux États-Unis, de même que celle du groupe Services d'investissement, pour des raisons en grande partie semblables à celles qui expliquent le recul constaté au troisième trimestre comparativement au troisième trimestre de l'an dernier.

Le revenu autre que d'intérêts de BMO pour le troisième trimestre s'est accru de 139 millions de dollars ou de 12 % par rapport à l'an dernier et s'élève à 1 336 millions de dollars, mais l'augmentation est de 170 millions, ou de 15 %, si on fait abstraction de *Harrisdirect*. Le revenu du groupe PE – Canada inclut le gain de 38 millions de dollars lié au PAPE de MasterCard, la hausse des revenus des services de cartes, de titrisation et d'assurance ainsi que l'augmentation des revenus tirés de la vente de placements à terme et de parts de fonds d'investissement. Le revenu autre que d'intérêts du groupe Gestion privée s'est nettement accru, après rajustement pour tenir compte de la contribution de 31 millions de dollars de *Harrisdirect* l'an dernier. Cette croissance a été favorisée par la progression des volumes de transactions dans le secteur du placement en direct et par l'augmentation des actifs gérés dans le secteur des fonds d'investissement. Le revenu du groupe Services d'investissement s'est lui aussi accru grâce à la forte progression des revenus de négociation (produits de base, titres de participation, taux d'intérêt et contrats de change) et à l'augmentation des commissions sur titres et des revenus provenant du secteur des fusions et acquisitions. Il y a eu moins d'activité dans le secteur des prises fermes de titres de participation et d'emprunt et les gains nets sur titres de placement ont diminué. Les gains nets sur titres de placement de BMO se chiffrent à 51 millions de dollars pour le trimestre, mais à 13 millions si on exclut le gain lié au PAPE de MasterCard, soit une baisse de 24 millions comparativement à l'an dernier. L'affaiblissement du dollar américain a ralenti le rythme général de la croissance du revenu autre que d'intérêts.

Par rapport au deuxième trimestre, le revenu autre que d'intérêts a diminué de 24 millions de dollars ou de 1,7 %. Le revenu autre que d'intérêts du groupe PE – Canada a fortement progressé, grâce au gain lié au PAPE de MasterCard et à la hausse des revenus des services de cartes, de titrisation et d'assurance. Le revenu autre que d'intérêts du groupe Gestion privée a reculé, les commissions de négociation ayant diminué en raison de facteurs saisonniers et de la faiblesse du marché. Le revenu autre que d'intérêts du groupe Services d'investissement a lui aussi diminué, en raison du recul des revenus de négociation et des gains sur titres de placement ainsi que de la baisse des revenus des activités de prise ferme de titres de participation et d'emprunt, partiellement compensés par la hausse des commissions sur les fusions et acquisitions. Les gains nets sur titres de placement de BMO ont diminué de 17 millions de dollars, abstraction faite du gain lié au PAPE de MasterCard, tandis que l'affaiblissement du dollar américain contribuait lui aussi au recul du revenu autre que d'intérêts.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le revenu autre que d'intérêts a augmenté de 369 millions de dollars, ou de 10 %, et s'élève à 3 995 millions de dollars, mais l'augmentation est de 475 millions, ou de 14 %, si on exclut *Harrisdirect*. Le revenu autre que d'intérêts du groupe Services d'investissement s'est accru de 310 millions de dollars, les revenus de négociation d'instruments dérivés de produits de base

ayant considérablement augmenté grâce à des conditions de négociation favorables et à l'accroissement des activités des clients en raison de la plus grande volatilité des prix de l'énergie. Les revenus de négociation sur les actions, les contrats de change et les taux d'intérêt ont aussi augmenté. Les revenus tirés des activités dans le secteur des fusions et acquisitions ont progressé de façon marquée, tandis que les commissions sur titres et les revenus liés à la prise ferme de titres d'emprunt augmentaient eux aussi. Les revenus de l'an dernier comprenaient le gain de 44 millions de dollars lié à la restructuration des EDDV. Le revenu autre que d'intérêts du groupe Gestion privée s'est nettement accru, après rajustement pour tenir compte de la contribution de *Harrisdirect*, qui s'élevait à 106 millions de dollars l'an dernier. Cette croissance a été favorisée par la progression des actifs gérés dans le secteur des fonds d'investissement et par l'augmentation des commissions et des revenus liés aux services tarifés dans le secteur du courtage. Le revenu du groupe Particuliers et entreprises a lui aussi progressé, grâce au gain lié au PAPE de MasterCard, à l'augmentation des revenus des services de cartes et d'assurance et à celle des ventes de produits de placement à terme et de fonds d'investissement, facteurs partiellement neutralisés par la baisse des revenus de titrisation. Les gains nets sur titres de placement de BMO ont diminué de 25 millions de dollars par rapport à la période comparable l'an dernier, abstraction faite du gain lié au PAPE de MasterCard. L'affaiblissement du dollar américain a ralenti le rythme général de la croissance du revenu autre que d'intérêts.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts se chiffrent à 1 600 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2006, soit une hausse de 31 millions, ou de 2,0 %, comparativement à l'an dernier, mais la hausse est de 98 millions, ou de 6,6 %, si on exclut *Harrisdirect*. L'affaiblissement du dollar américain a diminué la croissance des frais de 41 millions de dollars ou de 2,7 %. Les indemnités de départ du groupe Services d'investissement ont augmenté, de même que les frais liés au revenu du groupe Gestion privée. Au Canada, les frais des services bancaires aux particuliers et aux entreprises ont augmenté en raison de la hausse des frais liés au personnel, résultant de l'augmentation des forces de vente des services aux particuliers et des services aux entreprises, et de la

hausse des frais de marketing. Les coûts liés aux acquisitions et à l'expansion du réseau de succursales ont fait croître les frais du groupe PE – Services bancaires région de Chicago. La hausse des dépenses liées à des initiatives, au Canada comme aux États-Unis, a augmenté les frais des services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Par rapport au deuxième trimestre, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 40 millions de dollars, ou de 2,7 %, en partie parce que le troisième trimestre comptait trois jours de plus que le précédent. Les frais liés au personnel du groupe PE – Canada ont augmenté en raison de l'expansion de la force de vente. Les frais du groupe PE – Services bancaires région de Chicago ont diminué, en raison de l'affaiblissement du dollar américain et de la hausse des frais de crédit et de marketing au deuxième trimestre. Les frais du groupe Gestion privée ont augmenté en raison de la hausse de notre investissement dans notre force de vente, tandis que la baisse des coûts liés au rendement du groupe Services d'investissement a permis à ce groupe de réduire ses frais.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 34 millions, ou de 0,7 %, et s'élevaient à 4 740 millions de dollars, mais ils ont augmenté de 217 millions, ou de 4,8 %, si on exclut *Harrisdirect*. L'affaiblissement du dollar américain a diminué la croissance des frais de 92 millions de dollars ou de 2,0 %. L'augmentation des frais est attribuable principalement aux mêmes facteurs qui ont contribué à la hausse des frais du troisième trimestre par rapport au troisième trimestre de l'an dernier.

Le ratio de productivité se chiffre à 61,5 % pour le troisième trimestre de 2006, alors qu'il était de 64,3 % un an plus tôt et de 62,3 % au deuxième trimestre. Le ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 226 points de base par rapport à l'an dernier et s'est établi à 61,1 %, mais l'amélioration est de 120 points de base si on exclut les résultats de *Harrisdirect* pour la période correspondante l'an dernier. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, notre ratio de productivité s'est amélioré de 217 points de base comparativement à la même période l'an dernier et s'est établi à 62,2 %, tandis que notre ratio de productivité avant amortissement s'améliorait de 162 points de base et s'établissait à 61,8 %, l'écart entre les améliorations s'expliquant en grande partie par la vente de *Harrisdirect* qui a eu pour conséquence de réduire l'amortissement des actifs incorporels, une charge hors trésorerie.

Gestion des risques

Provisions pour créances irrécouvrables (PCI)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2006	T2-2006	T3-2005	Cumul 2006	Cumul 2005
Nouvelles provisions spécifiques	109	116	113	314	314
Reprises sur réserves établies précédemment	(34)	(15)	(19)	(66)	(100)
Recouvrement de prêts radiés précédemment	(33)	(35)	(21)	(88)	(52)
Provision spécifique pour créances irrécouvrables	42	66	73	160	162
Réduction de la réserve générale	-	-	-	-	(40)
Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables	42	66	73	160	122
PCI spécifique en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,09 %	0,14 %	0,17 %	0,12 %	0,13 %
PCI en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,09 %	0,14 %	0,17 %	0,12 %	0,10 %

Modifications du solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPAD)

SBPAD au début de la période	771	745	1,052	804	1,119
Transfert de prêts et acceptations à l'état douteux	83	173	91	334	318
Réduction des prêts et acceptations douteux	(101)	(56)	(96)	(223)	(211)
Radiations	(90)	(91)	(115)	(252)	(294)
SBPAD à la fin de la période	663	771	932	663	932
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations	0,35 %	0,41 %	0,54 %	0,35 %	0,54 %
SBPAD en pourcentage du total des capitaux propres et des réserves pour créances irrécouvrables	3,86 %	4,58 %	5,93 %	3,86 %	5,93 %

La provision pour créances irrécouvrables s'établit à 42 millions de dollars pour le trimestre, alors qu'elle s'élevait à 73 millions au troisième trimestre de 2005 et à 66 millions au deuxième trimestre de 2006. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2006, la provision s'établit à 160 millions de dollars, alors qu'elle était de 122 millions l'an dernier. Pour les neuf premiers mois de 2005, la provision était constituée de provisions spécifiques de 162 millions de dollars et d'une réduction de 40 millions de la réserve générale. Il n'y a pas eu de réduction de la réserve générale au cours du troisième trimestre de 2006, ni au cours des autres trimestres comparés.

Les provisions spécifiques demeurent peu élevées, représentant un ratio annualisé de 9 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, y compris les titres pris en pension. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les provisions spécifiques représentent un ratio annualisé de 12 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, ce qui constitue une amélioration par rapport aux 13 points de base de l'an dernier tout en demeurant sensiblement au-dessous de la moyenne de 33 points de base des cinq derniers exercices. Le tableau ci-dessus présente la composition de la provision spécifique pour créances irrécouvrables. Les nouvelles provisions spécifiques sont restées au même niveau que celles de 2005, mais les recouvrements sont nettement plus élevés en 2006, en raison des bonnes conditions du marché et de l'efficacité de nos pratiques de réalisation de prêts.

Le solde brut des prêts et acceptations douteux a diminué au cours du trimestre et s'établit à 663 millions de dollars, alors qu'il était de 771 millions au deuxième trimestre et de 932 millions il y a un an. Les facteurs ayant contribué à ces changements sont indiqués dans le tableau ci-dessus. Le total des nouveaux prêts douteux se chiffre à 83 millions de dollars, alors qu'il atteignait 173 millions au deuxième trimestre et 91 millions il y a un an. Les réductions des prêts douteux tiennent compte d'un prêt de 71 millions de dollars qui avait été classé dans les prêts douteux au deuxième trimestre mais qui a ensuite été remboursé au troisième trimestre. Au cours du trimestre, des prêts douteux de 8 millions de dollars ont été vendus pour un produit totalisant 17 millions, donnant lieu à des recouvrements de prêts précédemment radiés de 9 millions de dollars. Il n'y avait pas eu de vente de prêt douteux au troisième trimestre de l'an dernier. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les ventes de prêts douteux s'élèvent à 47 millions de dollars et les reprises et recouvrements connexes, à 27 millions, tandis que l'an dernier, pour la période correspondante, les ventes se chiffraient à 31 millions et les reprises et recouvrements, à 10 millions de dollars.

La réserve totale pour créances irrécouvrables se chiffrait à 1 107 millions de dollars à la fin du troisième trimestre et elle était constituée d'une réserve spécifique de 164 millions et d'une réserve générale de 943 millions. La réserve spécifique était en baisse de 14 millions de dollars comparativement au deuxième trimestre et de 64 millions par rapport à l'an dernier. La baisse par rapport à l'an

dernier s'explique principalement par le recul des prêts douteux au cours de la même période. La réserve générale couvre toute perte de valeur dans le portefeuille de prêts qui ne peut être associée à un crédit en particulier. Elle fait l'objet d'évaluations trimestrielles et elle a augmenté de 4 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre, en raison de l'incidence de l'évolution du taux de change entre les dollars canadien et américain sur la partie de la réserve générale qui est libellée en dollars américains. Nous considérons que la réserve totale pour créances irrécouvrables couvre entièrement les pertes de valeur à l'intérieur du portefeuille de prêts de BMO.

Le portefeuille de prêts de BMO demeure constitué en grande partie de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises, qui sont plus stables et qui, abstraction faite des titres pris en pension, empruntés ou achetés, représentaient 84,4 % du portefeuille de prêts à la fin du troisième trimestre, une proportion relativement semblable à celles du deuxième trimestre et de l'an dernier.

Nous continuons à surveiller les secteurs de l'économie considérés comme étant les plus risqués actuellement, notamment l'automobile et l'exploitation forestière, ainsi que les secteurs qui sont considérés comme particulièrement sensibles aux hausses des prix de l'énergie et à l'appréciation du dollar canadien. Les engagements de BMO dans ces secteurs demeurent à des niveaux tout à fait acceptables. Nous nous attendons à ce que les conditions demeurent relativement stables à court terme, mais nous continuons à prévoir un certain affaiblissement du marché du crédit et une augmentation des provisions pour créances irrécouvrables au fil du temps. En nous fondant sur ces hypothèses et sur le niveau des provisions spécifiques depuis le début de l'exercice, nous prévoyons maintenant que les provisions spécifiques se chiffreront à 250 millions de dollars ou moins pour l'exercice, alors que la cible que nous avions fixée au début de l'exercice s'élevait à 400 millions ou moins pour 2006 et que l'estimation que nous faisons à la fin du premier trimestre était de 325 millions de dollars.

Le cadre de gestion de BMO à l'égard du risque de marché et du risque de liquidité et de financement ainsi que ses principales mesures à l'égard de ces risques sont exposés aux pages 70 à 73 de son Rapport annuel 2005. Le risque de négociation et de prise ferme lié à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net a augmenté par rapport au trimestre précédent, en raison d'une plus grande exposition au marché monétaire et aux produits de base. Le risque lié à la valeur de marché pour les placements du portefeuille structurel a diminué au premier trimestre de 2006 en raison de l'utilisation d'un modèle de volatilité des taux d'intérêt plus bas. La volatilité des taux d'intérêt est établie d'après des données historiques couvrant une période de 10 ans qui, à compter de l'exercice 2006, exclut la grande volatilité qui a marqué l'exercice 1995. Autrement, aucun changement important n'a été apporté aux niveaux du risque de liquidité et de financement et du risque de marché depuis la fin de l'exercice 2005. Il n'y a pas eu de changement important au cadre de gestion du risque de marché et du risque de liquidité et de financement au cours du trimestre ou depuis la fin de l'exercice précédent.

Risques globaux liés à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net pour les activités de négociation et de prise ferme et pour les placements du portefeuille structurel (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens après impôts)	Risque lié à la valeur de marché			Volatilité du revenu net sur 12 mois		
	31 juil. 2006	30 avr. 2006	31 oct. 2005	31 juil. 2006	30 avr. 2006	31 oct. 2005
Activités de négociation et de prise ferme	(23,5)	(12,5)	(11,6)	(14,6)	(11,2)	(9,1)
Éléments du portefeuille structurel	(251,9)	(267,1)	(326,3)	(23,5)	(26,1)	(28,1)
Total	(275,4)	(279,6)	(337,9)	(38,1)	(37,3)	(37,2)

* Selon un niveau de confiance de 99 %.
Les pertes sont indiquées entre parenthèses.

Sommaire du risque total lié à la valeur de marché – Négociation et prise ferme (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens avant impôts)	À la fin du trimestre	Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2006			Au 30 avril 2006	Au 31 octobre 2005
		Moyenne	Haut	Bas	À la fin du trimestre	À la fin du trimestre
VAR liée aux produits de base	(13,8)	(5,8)	(13,8)	(2,4)	(5,7)	(3,2)
VAR liée aux actions	(4,6)	(5,0)	(8,8)	(3,8)	(4,7)	(3,8)
VAR liée au change	(2,6)	(3,3)	(5,1)	(0,2)	(0,5)	(0,4)
VAR liée aux taux d'intérêt (marché)	(2,6)	(3,8)	(7,2)	(1,2)	(5,0)	(3,8)
Corrélation	8,7	8,0	10,8	5,6	6,7	5,5
VAR globale	(14,9)	(9,9)	(14,9)	(7,4)	(9,2)	(5,7)
VAR liée aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice)	(16,9)	(11,2)	(17,3)	(5,6)	(5,7)	(8,0)
Risque lié à l'émetteur	(4,3)	(4,9)	(6,6)	(3,5)	(4,3)	(4,1)
Risque total lié à la valeur de marché	(36,1)	(26,0)	(36,1)	(18,0)	(19,2)	(17,8)

* Mesure sur un jour selon un niveau de confiance de 99 %.

Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

Sensibilité du revenu net et de la valeur du portefeuille structurel inscrits au bilan à l'évolution des taux d'intérêt (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens après impôts)	Sensibilité de la valeur économique			Sensibilité du revenu net au cours des 12 mois à venir		
	31 juil. 2006	30 avr. 2006	31 oct. 2005	31 juil. 2006	30 avr. 2006	31 oct. 2005
Hausse de 100 points de base	(222,6)	(235,3)	(228,8)	21,6	20,4	25,1
Baisse de 100 points de base	184,0	200,3	191,9	(17,2)	(19,9)	(22,4)
Hausse de 200 points de base	(468,7)	(487,3)	(478,0)	30,2	33,9	44,1
Baisse de 200 points de base	322,7	351,7	347,3	(16,2)	(28,1)	(45,8)

* Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

Impôts sur les bénéfices

Comme nous l'expliquons dans la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR, BMO rajuste le revenu sur une base d'imposition comparable pour les fins du présent Rapport de gestion et effectue un rajustement compensatoire de la provision pour impôts sur les bénéfices. Ainsi, les provisions pour impôts sur les bénéfices et les taux connexes sont indiqués sur une base d'imposition comparable dans le présent Rapport de gestion.

La provision pour impôts sur les bénéfices s'établit à 232 millions de dollars, soit une baisse de 6 millions par rapport au troisième trimestre de l'an dernier et une hausse de 25 millions comparativement au deuxième trimestre.

Le taux d'imposition effectif s'établit à 24,1 % pour le trimestre, alors qu'il était de 23,6 % au deuxième trimestre et de 29,6 % au troisième trimestre de l'an dernier.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, la provision pour impôts sur les bénéfices a diminué de 12 millions de dollars et s'établit à 694 millions. Des recouvrements d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs de 52 millions de dollars ont été comptabilisés au cours des neuf premiers mois de 2005 et un recouvrement de 26 millions a été comptabilisé au cours du troisième trimestre de 2006. Le taux d'imposition effectif pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours s'établit à 25,5 %, alors que pour la période comparable l'an dernier il était de 28,5 %, les initiatives liées aux activités d'exploitation continuant à réduire notre taux d'imposition effectif. Nous estimons que le taux d'imposition effectif normal se situe dans une fourchette de 28 % à 30 %.

BMO couvre le risque de change découlant de ses investissements dans des établissements aux États-Unis en finançant ces investissements en dollars américains. Dans le cadre de ce programme, le gain ou la perte provenant des opérations de couverture et le gain ou la perte non matérialisé provenant de la conversion des investissements dans des établissements aux États-Unis viennent diminuer ou augmenter les capitaux propres. Aux fins de l'impôt sur les bénéfices, le gain ou la perte sur les opérations de couverture entraîne une charge ou un crédit d'impôt sur les bénéfices durant la période en cours, qui vient réduire ou augmenter les capitaux propres, tandis que le gain ou la perte non matérialisé sur les investissements dans des établissements aux États-Unis n'est pas assujéti à l'impôt sur les bénéfices avant la réalisation de ces investissements. La charge fiscale ou l'avantage fiscal découlant d'un gain ou d'une perte sur des opérations de couverture est tributaire des fluctuations des taux aux États-Unis d'une période à l'autre. Les opérations de couverture effectuées sur les investissements dans des établissements aux États-Unis ont entraîné un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 41 millions de dollars, affecté aux capitaux propres du trimestre, ainsi qu'une charge d'impôts sur les bénéfices de 133 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice. L'état consolidé des modifications survenues dans les capitaux propres, qui figure à la page 26 et fait partie des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, contient plus de détails à ce sujet.

Sommaire des tendances trimestrielles relatives aux résultats

	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2006	2006	2005	2005	2005	2005	2005	2004
Revenu total (bic)	2 603	2 503	2 512	2 650	2 441	2 428	2 439	2 279
Provision pour créances irrécouvrables – spécifique	42	66	52	57	73	46	43	37
Provision pour créances irrécouvrables – générale	-	-	-	-	-	(40)	-	(50)
Frais autres que d'intérêts	1 600	1 560	1 580	1 626	1 569	1 570	1 567	1 486
Revenu net	710	651	606	664	547	607	578	554
Résultat de base par action (en dollars)	1,41	1,28	1,19	1,31	1,08	1,20	1,14	1,09
Résultat dilué par action (en dollars)	1,38	1,25	1,17	1,28	1,07	1,17	1,11	1,07
Marge nette d'intérêts	1,56	1,51	1,57	1,58	1,65	1,59	1,64	1,81
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)	1,12	1,14	1,16	1,18	1,24	1,23	1,21	1,26
Ventilation du revenu net entre les groupes d'exploitation :								
Groupe PE – Canada	345	259	266	271	277	263	263	236
Groupe PE – Services bancaires région de Chicago	31	27	34	34	30	30	31	31
Groupe Particuliers et entreprises	376	286	300	305	307	293	294	267
Groupe Gestion privée	85	96	94	107	63	77	73	53
Groupe Services d'investissement	201	245	228	226	184	206	237	190
Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	48	24	(16)	26	(7)	31	(26)	44
Revenu net – BMO Groupe financier	710	651	606	664	547	607	578	554

Les tendances trimestrielles relatives au revenu net de BMO ont été analysées en détail aux pages 76 et 77 du Rapport annuel 2005. Le tableau ci-dessus présente un sommaire des résultats couvrant la période du quatrième trimestre de 2004 au troisième trimestre de 2006. Bien que les plus récentes provisions trimestrielles pour créances irrécouvrables aient été peu élevées, en partie grâce à des reprises et à des recouvrements résultant de ventes, les provisions ont, de façon générale, amorcé une tendance à la hausse, nuisant ainsi au rendement. En outre, les résultats trimestriels comprennent parfois des éléments significatifs qui influent sur le revenu net et sur l'analyse des tendances. Les éléments significatifs ont eu des effets aux premier, deuxième et quatrième trimestres de 2005. La croissance du revenu net qu'a connue BMO pendant plusieurs trimestres consécutifs a été interrompue au quatrième trimestre de 2004, interruption qui s'est poursuivie en 2005, en raison principalement des tendances liées aux provisions et de l'incidence des éléments significatifs sur les résultats trimestriels. Les marges nettes d'intérêts ont généralement suivi une tendance à la baisse dans un contexte de concurrence sur les taux d'intérêt et de taux peu élevés, mais la marge nette d'intérêts du groupe PE – Canada s'est améliorée au cours du plus récent trimestre, de même que sa profitabilité. Des taux d'imposition effectifs peu élevés ont contribué à améliorer la performance de BMO aux deuxième et troisième trimestres de 2006. Les résultats du groupe Services d'investissement en 2006 ont bénéficié de revenus de négociation élevés, mais en baisse. L'affaiblissement du dollar américain a freiné la croissance du revenu et des frais au cours des deux dernières années, mais il s'est répercuté plus modestement sur le revenu net, en partie grâce à notre pratique qui consiste à couvrir notre position de change pour le trimestre à venir.

La provision pour créances irrécouvrables de BMO a diminué en 2004, alors que nous traversons une étape particulièrement favorable du cycle de crédit. Le niveau des provisions a été particulièrement bas au quatrième trimestre de 2004, lorsque nous avons comptabilisé des niveaux élevés de reprises sur les réserves précédemment établies et de recouvrements de prêts précédemment radiés. Ces reprises et recouvrements ont été un important facteur du revenu net élevé des Services d'entreprise au cours de ce trimestre.

Du point de vue de l'analyse des tendances, un élément significatif ayant influé sur nos résultats en 2006 a été la vente de *Harrisdirect*, au quatrième trimestre de 2005, qui a représenté une contribution de 50 à 60 millions de dollars aux revenus et aux frais trimestriels de BMO ainsi qu'une perte d'exploitation trimestrielle d'environ 5 millions de dollars.

Bilan

L'actif total s'élève à 311,6 milliards de dollars, soit une progression de 17,7 milliards depuis le 31 octobre 2005. Cette progression s'explique principalement par la croissance du solde net des prêts et acceptations (15,6 milliards), des autres actifs (1,5 milliard) et des valeurs mobilières (1,2 milliard), partiellement neutralisée par une diminution de l'encaisse de 0,6 milliard de dollars.

Le solde net des prêts et acceptations s'est accru de 15,6 milliards de dollars, en grande partie grâce à une augmentation de 5,6 milliards des prêts aux entreprises et aux administrations publiques, conformément à la stratégie de croissance de nos services aux entreprises, et à une augmentation de 5,0 milliards de dollars des prêts hypothécaires à l'habitation et des autres prêts aux particuliers, favorisée par la faiblesse des taux d'intérêt et la vigueur du marché de l'habitation. Il y a eu une augmentation de 3,6 milliards de dollars des titres pris en pension, empruntés ou achetés, favorisée par la demande des clients, ainsi qu'une progression de 1,4 milliard des acceptations, conformément à la stratégie de croissance de nos services bancaires aux grandes entreprises.

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2006, nous avons modifié notre façon de comptabiliser les opérations sur titres, en cessant la comptabilisation à la date de transaction et en adoptant la comptabilisation à la date de règlement aux fins du bilan consolidé. Les états financiers des périodes antérieures ont été retraités pour tenir compte de ce changement, comme nous le mentionnons dans la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

La progression de 1,2 milliard de dollars des valeurs mobilières s'explique par une hausse de 0,6 milliard des titres de négociation et une hausse de 0,6 milliard des titres de placement. Ces hausses résultent des activités de négociation et de placement normales. L'excédent de la valeur comptable des titres de placement sur leur valeur de marché s'est accru de 22 millions de dollars depuis le 31 octobre 2005 et se chiffre à 25 millions, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des pertes non matérialisées liées aux placements à revenu fixe dans un contexte de hausse des taux d'intérêt, partiellement compensée par la hausse des gains non matérialisés sur les placements en actions.

L'augmentation de 1,5 milliard de dollars des autres actifs est due principalement à la hausse des actifs dérivés, découlant de l'accroissement de l'activité des clients et de la volatilité dans les marchés des taux d'intérêt, des contrats de change et des produits de base. La diminution de 0,6 milliard de dollars de l'encaisse est principalement attribuable aux dépôts à d'autres banques portant intérêt à des taux moins élevés, résultat d'un contexte de taux d'intérêt peu favorable au réinvestissement.

Le passif et les capitaux propres ont augmenté de 17,7 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2005, principalement en raison de l'augmentation des dépôts (8,3 milliards), des autres passifs (8,3 milliards) et des capitaux propres (0,9 milliard).

Les dépôts des banques, qui représentent 13 % du total des dépôts, ont augmenté de 0,9 milliard de dollars. Les dépôts d'entreprises et d'administrations publiques, qui représentent 49 % du total des dépôts, ont augmenté de 7,4 milliards de dollars, tandis que les dépôts de particuliers, qui représentent 38 % du total des dépôts, restaient inchangés. Les augmentations des dépôts ont servi à financer la croissance des prêts, particulièrement ceux du groupe Services d'investissement.

L'augmentation de 8,3 milliards de dollars des autres passifs comprend une hausse de 5,5 milliards de dollars des titres mis en pension, prêtés ou vendus, ayant servi à financer la croissance des titres de négociation et des titres pris en pension, empruntés ou achetés. La variation de 2,6 milliards de dollars dans les passifs dérivés résulte de l'accroissement de l'activité des clients et de la volatilité dans les marchés des taux d'intérêt, des contrats de change et des produits de base.

Le tableau 8, à la page 81 du Rapport annuel 2005 de BMO, présente les obligations contractuelles selon leur échéance. Il n'y a eu aucun changement important aux obligations contractuelles en dehors du cours normal de nos activités.

Gestion du capital

Le ratio du capital de première catégorie de BMO s'établit à 10,07 %, alors qu'il était de 10,20 % à la fin du deuxième trimestre et de 10,30 % à la fin de 2005, mais il demeure nettement au-dessus de notre cible minimale, qui est de 8,0 %. Les baisses sont principalement attribuables à l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques. L'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques par rapport au deuxième trimestre découle dans une large mesure de la croissance des prêts du groupe Services d'investissement tandis que l'augmentation par rapport à la fin de 2005 est due en grande partie à la croissance des prêts du groupe Particuliers et entreprises et du groupe Services d'investissement.

Le ratio du capital total s'établit à 11,59 %, alors qu'il était de 11,76 % à la fin du deuxième trimestre et de 11,82 % à la fin de l'exercice précédent. Encore une fois, les baisses sont principalement attribuables à la croissance de l'actif pondéré en fonction des risques.

Le 24 mai 2006, BMO a annoncé une hausse de la fourchette de son ratio de distribution cible, qui était de 35 % à 45 %, en la portant entre 45 % et 55 % du revenu net afférent aux actions ordinaires. Cette hausse reflète notre confiance en notre capacité soutenue à accroître notre revenu net et la solidité de notre assise financière. Notre rigueur en matière de gestion du capital nous permettra de poursuivre la mise en œuvre de nos attrayantes stratégies de croissance et de respecter notre engagement de longue date à accroître la valeur pour les actionnaires. Conformément à son nouveau ratio de distribution cible, BMO a en même temps annoncé une hausse de 17 %, ou de 0,09 \$, du dividende versé à ses actionnaires ordinaires pour le troisième trimestre. Le dividende passera ainsi de 0,53 \$ à 0,62 \$, soit 35 % de plus qu'à la même période l'an dernier, alors qu'il était de 0,46 \$. Au troisième trimestre, le rendement des actions ordinaires de BMO était le meilleur des grandes banques du Canada.

Au cours du trimestre, nous avons racheté 2 544 900 actions ordinaires de la Banque de Montréal dans le cadre de notre programme de rachat d'actions ordinaires, au prix moyen de 61,90 \$ l'action, pour une somme totale de 158 millions de dollars. Depuis le début de l'exercice, nous avons racheté 4 944 400 actions ordinaires au prix moyen de 63,13 \$ l'action, pour une somme totale de 312 millions de dollars. Nous avons racheté 5 760 700 actions ordinaires en vertu d'une offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, qui arrive à échéance le 5 septembre 2006 et qui nous autorise à racheter aux fins d'annulation un maximum de 15 000 000 d'actions ordinaires de la Banque de Montréal, soit environ 3 % des actions en circulation de BMO. Notre programme de rachat d'actions ordinaires vise principalement à compenser, à la longue, l'effet de dilution causé par l'exercice d'options d'achat d'actions, le Régime de réinvestissement des dividendes et la conversion d'actions convertibles. Après la fin du trimestre, le Conseil d'administration de BMO a autorisé la direction à déposer un avis d'intention de présenter une nouvelle offre dans le cours normal de nos activités, sous réserve de l'approbation de la Bourse de Toronto, visant à racheter à des fins d'annulation un maximum de 15 000 000 d'actions ordinaires de la Banque de Montréal, soit environ 3 % des actions en circulation de BMO.

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Au 16 août 2006	Nombre d'actions ou montant en dollars canadiens
Actions ordinaires	499 978 000
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 5	200 000 000 \$
Titres convertibles en actions ordinaires :	
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 4	200 000 000 \$
Série 6	250 000 000 \$
Série 10	396 000 000 \$
Options d'achat d'actions	
– droits acquis	20 635 000
– droits non acquis	3 754 000

Les notes 20 et 21 afférentes aux états financiers vérifiés, aux pages 118 et 119 du Rapport annuel 2005, ainsi que le tableau de la page 60 du Rapport de gestion inclus dans le Rapport annuel 2005, traitent en détail du capital-actions.

Cote de crédit

La cote de crédit de BMO, attribuée par Standard & Poor's (S&P) sur les créances prioritaires, demeure inchangée (AA-), avec une perspective stable. Cette cote, que BMO partage avec deux de ses concurrentes, est la meilleure des cotes attribuées aux six grandes banques canadiennes. Notre cote de crédit, attribuée par Moody's sur les créances prioritaires, demeure inchangée Aa3, avec une perspective stable. Une seule des six grandes banques canadiennes a une cote supérieure à celle de BMO. Les deux cotes de crédit ne sont attribuées qu'à des émissions de premier ordre et de grande qualité.

Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos sociétés satellites selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients. Nous offrons un ensemble sélectionné de prêts hypothécaires et d'autres prêts à nos employés, aux taux que nous accordons normalement seulement à nos clients privilégiés.

Les contrats de prêt à taux réduit sont traités à la note 26 des états financiers consolidés vérifiés, à la page 128 du Rapport annuel 2005. Aucune somme n'a été avancée en vertu de ces contrats au cours de l'exercice 2006, à l'exception de prêts hypothécaires liés à des mutations effectuées à notre demande.

Éléments hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, BMO contracte un certain nombre d'engagements hors bilan. Les principaux éléments hors bilan que nous utilisons sont les instruments de crédit, les instruments dérivés et les EDDV, qui sont décrits à la page 61 du Rapport annuel 2005. Il n'y a pas eu de changement important à ces engagements hors bilan au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2006.

Conventions comptables et estimations comptables critiques

Les notes afférentes aux états financiers consolidés vérifiés du 31 octobre 2005 de BMO contiennent un résumé de nos principales conventions comptables. La note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la période terminée le 31 juillet 2006 décrit les modifications apportées à nos conventions comptables.

Nous avons adopté, rétroactivement, les nouvelles règles comptables de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) sur la rémunération à base d'actions. Selon ces règles, le coût de la rémunération à base d'actions attribuée à des employés qui sont admissibles à la retraite doit être constaté à titre de charge à la date d'attribution. Auparavant, nous amortissions ce coût sur la période d'acquisition des droits. Comme la rémunération à base d'actions est la plupart du temps versée au cours du premier trimestre de chaque exercice, ce changement entraîne une hausse des frais de rémunération du premier trimestre de chaque exercice et une baisse des frais de rémunération pour le reste de l'exercice. Le changement a réduit les frais de rémunération de 11 millions de dollars (8 millions après impôts) au troisième trimestre et a augmenté ces frais de 13 millions (9 millions après impôts) pour les neuf premiers mois de l'exercice. Il est décrit de façon plus détaillée à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Nous avons adopté, rétroactivement, une modification de nos conventions comptables de manière à comptabiliser, aux fins du bilan, l'achat ou la vente de titres selon la date de règlement plutôt que selon la date de transaction, ce qui a entraîné des réductions au chapitre de la négociation de titres, ainsi que des réductions des montants payables aux courtiers et dus par les courtiers. Ce changement, qui a légèrement augmenté notre marge nette d'intérêts pour le trimestre considéré et pour les périodes comparables antérieures, est décrit de façon plus détaillée à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Le Rapport annuel 2005 contient, aux pages 63 à 65, des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes parce qu'elles exigent de la direction qu'elle prenne des décisions cruciales sur des sujets qui sont parfois imprécis par leur nature même. Nous invitons le lecteur à se reporter au Rapport annuel afin de prendre connaissance de ces explications.

Modifications futures des conventions comptables

Instruments financiers, couvertures et résultat étendu

L'ICCA a publié de nouvelles règles comptables concernant les instruments financiers, les couvertures et le résultat étendu, en vertu desquelles BMO devra comptabiliser tous ses titres de placement et ses instruments dérivés de couverture à leur juste valeur. Lorsque nous appliquerons ces nouvelles règles, le 1^{er} novembre 2006, nous réévaluerons, au besoin, nos titres et nos instruments financiers dérivés et nous présenterons une nouvelle section des capitaux propres appelée autres éléments du résultat étendu. L'incidence de la comptabilisation de ces actifs et de ces passifs à leur juste valeur sera constatée dans les capitaux propres d'ouverture et les résultats des périodes antérieures ne seront pas retraités. Nous ne pouvons déterminer l'incidence que ces règles auront sur nos états financiers consolidés, puisque cette incidence dépendra des justes valeurs au moment de l'adoption des règles en question.

Résultat par action

L'ICCA a retiré la norme comptable modifiant le calcul du résultat dilué par action. La date de l'émission des nouvelles règles n'a pas été déterminée.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et secteurs d'exploitation pour le troisième trimestre de 2006, ainsi qu'une description de certaines de leurs réalisations au cours du trimestre.

De temps à autre, il arrive que la responsabilité de certains secteurs d'activité et de certaines unités sous-jacentes soit confiée à d'autres groupes clients afin d'harmoniser la structure organisationnelle de BMO à ses priorités stratégiques. Toutes les données correspondantes sont alors reclassées pour tenir compte de ces transferts.

La note 10 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints, qui figure à la page 32, explique comment les éléments de l'état des résultats requérant une répartition sont distribués entre les groupes d'exploitation, y compris la répartition de la provision pour créances irrécouvrables. Les écarts entre les provisions imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les provisions pour créances irrécouvrables pour la période, calculées conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

État sommaire des résultats et statistiques des groupes d'exploitation pour le 3^e trimestre de 2006

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2006					Cumul 2006				
	Groupe PE	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	Total BMO	Groupe PE	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	Total BMO
Revenu net d'intérêts (bic)	943	148	201	(25)	1 267	2 741	424	582	(124)	3 623
Revenu autre que d'intérêts	514	329	477	16	1 336	1 361	1 004	1 565	65	3 995
Revenu total (bic)	1 457	477	678	(9)	2 603	4 102	1 428	2 147	(59)	7 618
Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables	86	1	20	(65)	42	258	2	60	(160)	160
Frais autres que d'intérêts	845	341	387	27	1 600	2 425	1 000	1 207	108	4 740
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	526	135	271	29	961	1 419	426	880	(7)	2 718
Impôts sur les bénéfices (bic)	150	50	70	(38)	232	457	151	206	(120)	694
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	19	19	-	-	-	57	57
Revenu net - T3-2006	376	85	201	48	710	962	275	674	56	1 967
Revenu net - T2-2006	286	96	245	24	651					
Revenu net - T3-2005	307	63	184	(7)	547	894	213	627	(2)	1 732

Autres statistiques

Profit économique net	218	54	77	-	349	495	185	306	(81)	905
Rendement des capitaux propres	24,4 %	28,9 %	17,3 %	n.s.	20,3 %	21,0 %	31,7 %	19,6 %	n.s.	19,2 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	25,0 %	29,2 %	17,3 %	n.s.	20,6 %	21,5 %	32,1 %	19,6 %	n.s.	19,4 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	58,0 %	71,6 %	57,1 %	n.s.	61,5 %	59,1 %	70,0 %	56,2 %	n.s.	62,2 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic)	57,4 %	71,3 %	57,1 %	n.s.	61,1 %	58,5 %	69,7 %	56,2 %	n.s.	61,8 %
Marge nette d'intérêts (bic)	2,72 %	8,87 %	0,48 %	n.s.	1,60 %	2,70 %	8,74 %	0,49 %	n.s.	1,59 %
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	5 985	1 148	4 481	2 121	13 735	5 998	1 148	4 481	1 948	13 575
Actif moyen (en milliards de dollars)	137,7	6,6	165,5	4,9	314,7	135,5	6,5	158,7	4,7	305,5
Effectif - équivalent de durée normale	19 673	4 246	2 183	9 173	35 275					

n.s. - non significatif

Groupe Particuliers et entreprises (groupe PE)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2006	Augmentation/(Diminution) c. T3-2005		Augmentation/(Diminution) c. T2-2006		Cumul 2006	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2005	
Revenu net d'intérêts (bic)	943	37	4 %	56	6 %	2 741	105	4 %
Revenu autre que d'intérêts	514	92	22 %	77	18 %	1 361	113	9 %
Revenu total (bic)	1 457	129	10 %	133	10 %	4 102	218	6 %
Provision pour créances irrécouvrables	86	11	14 %	-	-	258	33	15 %
Frais autres que d'intérêts	845	61	8 %	43	5 %	2 425	98	4 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	526	57	12 %	90	21 %	1 419	87	7 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	150	(12)	(6 %)	-	-	457	19	4 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	376	69	22 %	90	31 %	962	68	8 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	7	(3)	(14 %)	(1)	(2 %)	23	(4)	(12 %)
Revenu net avant amortissement	383	66	21 %	89	31 %	985	64	7 %
Rendement des capitaux propres	24,4 %		1,3 %		5,3 %	21,0 %		(1,6 %)
Rendement des capitaux propres avant amortissement	25,0 %		1,2 %		5,4 %	21,5 %		(1,8 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	58,0 %		(1,1 %)		(2,6 %)	59,1 %		(0,8 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic)	57,4 %		(0,9 %)		(2,5 %)	58,5 %		(0,6 %)
Marge nette d'intérêts (bic)	2,72 %		(0,07 %)		0,04 %	2,70 %		(0,10 %)
Actif moyen	137 656	8 980	7 %	1 842	1 %	135 518	9 747	8 %

Analyse des résultats financiers

Le groupe Particuliers et entreprises (groupe PE) englobe nos deux unités d'exploitation de services aux particuliers et aux entreprises : le groupe PE – Canada et le groupe PE – Services bancaires région de Chicago. Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-dessous.

Le revenu net du groupe Particuliers et entreprises s'est établi à 376 millions de dollars au troisième trimestre de 2006, en hausse de 69 millions de dollars, ou de 22 %, par rapport à l'exercice précédent, et de 90 millions de dollars, ou de 31 %, par rapport au deuxième trimestre. Le revenu net des neuf premiers mois de l'exercice s'est chiffré à 962 millions de dollars, en hausse de 68 millions de dollars, ou de 7,5 %, par rapport à l'exercice précédent.

Groupe PE – Canada

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2006	Augmentation/(Diminution) c. T3-2005		Augmentation/(Diminution) c. T2-2006		Cumul 2006	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2005	
Revenu net d'intérêts (bic)	759	42	6 %	59	8 %	2 185	97	5 %
Revenu autre que d'intérêts	469	87	23 %	72	19 %	1 236	113	10 %
Revenu total (bic)	1 228	129	12 %	131	12 %	3 421	210	7 %
Provision pour créances irrécouvrables	78	11	17 %	(1)	-	235	33	16 %
Frais autres que d'intérêts	676	62	10 %	48	8 %	1 922	91	5 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	474	56	14 %	84	22 %	1 264	86	7 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	129	(12)	(7 %)	(2)	(1 %)	394	19	5 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	345	68	25 %	86	33 %	870	67	9 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	-	(2)	(30 %)	(2)	-	5	(2)	(29 %)
Revenu net avant amortissement	345	66	24 %	84	33 %	875	65	8 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	55,1 %		(0,9 %)		(2,2 %)	56,2 %		(0,8 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic)	54,9 %		(0,9 %)		(2,2 %)	56,0 %		(0,8 %)
Marge nette d'intérêts (bic)	2,60 %		(0,06 %)		0,08 %	2,57 %		(0,09 %)
Actif moyen	115 777	9 012	8 %	1 899	2 %	113 706	8 773	8 %

Analyse des résultats financiers

Le revenu net du groupe PE – Canada, qui s'est établi à 345 millions de dollars au troisième trimestre de 2006, a progressé de 68 millions de dollars, ou de 25 %, par rapport au troisième trimestre de 2005. Cette amélioration s'explique par l'effet du gain de 38 millions de dollars (25 millions après impôts) réalisé sur le premier appel public à l'épargne (PAPE) de MasterCard, une forte croissance des volumes et un faible taux d'imposition effectif lié au recouvrement de 26 millions de dollars en impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs. L'augmentation des revenus tirés des services de cartes et des produits d'assurance, l'accroissement des ventes de placements à terme et de fonds d'investissement ainsi que la hausse des revenus de titrisation ont également contribué à cette amélioration. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par une réduction de la marge nette d'intérêts, une augmentation de la provision pour créances irrécouvrables et une hausse des frais.

Le revenu net s'est accru de 86 millions de dollars, ou de 33 %, par rapport au deuxième trimestre, en raison du gain réalisé sur le PAPE de MasterCard, du faible taux d'imposition effectif, de la croissance des volumes, de l'amélioration de la marge nette d'intérêts, de l'augmentation des revenus de titrisation et de ceux tirés des services de cartes et des produits d'assurance, ainsi que de l'effet des trois jours civils de plus que compte le trimestre à l'étude, facteurs qui ont été partiellement annulés par la hausse des frais.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le revenu net s'est chiffré à 870 millions de dollars, en hausse de 67 millions de dollars, ou de 8,5 %, par rapport à la période correspondante de 2005. Cette amélioration est attribuable au gain réalisé sur le PAPE de MasterCard et à la forte croissance des volumes, facteurs qui ont été partiellement neutralisés par le rétrécissement de la marge nette d'intérêts, l'augmentation des provisions pour créances irrécouvrables et la hausse des frais. Le taux d'imposition effectif global a été comparable pendant les périodes écoulées depuis le début chacun des deux exercices, en raison d'un recouvrement au titre des impôts de 26 millions de dollars inscrit au trimestre à l'étude et d'un recouvrement de 20 millions de dollars inscrit au deuxième trimestre de 2005.

Le revenu du trimestre a augmenté de 129 millions de dollars, ou de 12 %, par rapport au troisième trimestre de 2005, et s'est établi à 1 228 millions de dollars. Cette hausse s'explique par le gain réalisé sur le PAPE de MasterCard, ainsi que par une forte croissance des volumes des produits destinés aux particuliers et aux entreprises. D'autres facteurs ont contribué à la hausse, dont une augmentation des revenus de titrisation et de ceux tirés des services de cartes et des produits d'assurance, ainsi qu'un accroissement des ventes de placements à terme et de fonds d'investissement, ces facteurs ayant toutefois été partiellement annulés par la baisse de la marge nette d'intérêts. La réduction de la marge nette d'intérêts de 6 points de base par rapport à l'exercice précédent est due au fait que le total des prêts s'est accru plus rapidement que le total des dépôts, à la forte concurrence en matière de tarification dans le marché des prêts hypothécaires et au contexte des taux d'intérêt. La hausse des taux d'intérêt a donné lieu à une réduction des marges sur les prêts et les prêts hypothécaires à taux variable, qui a été atténuée par l'amélioration de la marge sur les dépôts.

Par rapport au deuxième trimestre, le revenu a progressé de 131 millions de dollars, ou de 12 %, sous l'effet du gain réalisé sur le PAPE de MasterCard, d'une forte croissance des volumes dans la plupart des gammes de produits, de l'effet des trois jours civils de plus que compte le trimestre à l'étude, de l'augmentation des revenus de titrisation et de ceux tirés des services de cartes et des produits d'assurance, de même que d'une hausse de 8 points de base de la marge nette d'intérêts. Cette hausse de la marge nette d'intérêts est attribuable aux mesures tarifaires prises à l'égard de certaines catégories de dépôts, à une orientation vers les produits à marge supérieure et à une augmentation des frais de refinancement des prêts hypothécaires, les clients ayant converti leurs prêts à taux variable en prêts à taux fixe.

Depuis le début de l'exercice, le revenu a augmenté de 210 millions de dollars, ou de 6,6 %, et s'établit à 3 421 millions de dollars. Les facteurs qui ont contribué à cette hausse sont restés essentiellement les mêmes que ceux à l'origine de la hausse du trimestre sur 12 mois.

La provision pour créances irrécouvrables s'est établie à 78 millions de dollars, marquant une hausse de 11 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, tout en demeurant assez semblable à celle du deuxième trimestre. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, la provision pour créances irrécouvrables a atteint 235 millions de dollars, en hausse de 33 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable à une augmentation des volumes des prêts et à l'obtention de données plus détaillées sur les prêts aux entreprises grâce à l'amélioration du cadre de gestion des risques découlant de notre initiative liée à l'Accord de Bâle. BMO a l'habitude d'imputer les provisions pour créances irrécouvrables, calculées au moyen de la méthode de la perte prévue, aux groupes clients pour chaque exercice en fonction de la part des créances irrécouvrables prévues revenant à chaque groupe au cours d'un cycle économique.

Pour le troisième trimestre, les frais autres que d'intérêts se sont chiffrés à 676 millions de dollars, en hausse de 62 millions de dollars, ou de 10 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison d'une augmentation des coûts liés au personnel à la suite du renforcement de nos équipes de vente de produits destinés aux particuliers et aux entreprises, ainsi que de la hausse des frais de marketing et de diverses mesures. Les mesures en cours pour 2006 comprennent de nouveaux investissements dans notre réseau de distribution matériel, notamment le remplacement de notre réseau de guichets automatiques, ainsi que le perfectionnement de la technologie à l'usage des représentants des ventes et du service à la clientèle, afin d'augmenter la capacité et d'améliorer le service à la clientèle.

Comparativement au deuxième trimestre, les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 48 millions de dollars, ou de 7,7 %, principalement en raison d'une augmentation des coûts liés au personnel et de l'effet des trois jours civils de plus que compte le trimestre à l'étude. Depuis le début de l'exercice, les frais autres que d'intérêts se sont chiffrés à 1 922 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 91 millions de dollars, ou de 5,0 %, par rapport à la période correspondante de 2005, attribuable au renforcement des équipes de vente et à la hausse des frais de marketing et de diverses mesures.

Pour le trimestre, le ratio de productivité du groupe PE – Canada s'est établi à 55,1 %, ce qui représente une amélioration de 95 points de base par rapport à l'exercice précédent, et de 224 points de base par rapport au deuxième trimestre. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le ratio de productivité s'est amélioré de 85 points de base et se chiffre à 56,2 %, alors que le ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 75 points de base et s'établit à 56,0 %.

Faits marquants et réalisations

Les priorités du groupe PE – Canada pour l'exercice 2006 sont décrites à la page 45 du Rapport annuel 2005 de BMO. Les faits marquants et les principales réalisations du troisième trimestre dans la poursuite de ces objectifs prioritaires figurent ci-dessous.

- Le 3 août, nous avons annoncé la signature d'un accord de principe visant à acquérir bcpbank Canada pour la somme de 41 millions de dollars. Institution financière de prédilection de la grande communauté portugaise au Canada, bcpbank Canada sert quelque 28 000 clients grâce à son réseau de huit succursales. L'opération devrait être conclue au cours du premier trimestre de l'exercice 2007, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation.
- Le solde moyen des prêts et acceptations a affiché une forte croissance, progressant de 10,7 milliards de dollars, ou de 10,0 %, par rapport au troisième trimestre de 2005, et de 2,7 milliards de dollars, ou de 2,3 %, par rapport au deuxième trimestre. Les dépôts des particuliers et des entreprises ont augmenté de 1,2 milliard de dollars, ou de 2,9 %, comparativement à il y a un an, et de 0,8 milliard de dollars, ou de 1,8 %, par rapport au deuxième trimestre.
- Les données les plus récentes (mars 2006) indiquent que BMO se classe toujours au deuxième rang pour ce qui est de la part du marché canadien des prêts de 5 millions de dollars et moins aux entreprises. La part du marché des services bancaires aux entreprises a diminué de 21 points de base par rapport à l'exercice précédent, et de 2 points de base par rapport au trimestre précédent, et s'établit à 18,64 %. Le total des prêts et des acceptations aux entreprises s'est accru de 1,8 milliard de dollars, ou de 6,6 %, par rapport au troisième trimestre de 2005, et le total des dépôts a progressé de 1,4 milliard de dollars, ou de 7,9 %. L'Association des banquiers canadiens (ABC) publie trimestriellement des statistiques sur les parts du marché des services bancaires aux entreprises, trois mois après la clôture du trimestre.
- Notre part totale du marché canadien des services bancaires aux particuliers s'établit à 13,03 %, soit une diminution de 12 points de base par rapport au trimestre précédent, mais une hausse de 4 points de base par rapport à l'exercice précédent. Les statistiques sur les parts du marché des produits aux particuliers sont fondées sur les données de juin, soit les données les plus récentes disponibles.
- En 2006, nous avons entrepris de remplacer notre réseau de guichets automatiques, notamment pour mettre en place des éléments de sécurité accrue afin de protéger les renseignements sur les clients. À la fin du troisième trimestre, nous avons remplacé plus de 1 000 guichets. Nous devrions donc être en mesure de remplacer tous les guichets du réseau d'ici la fin de l'année.
- En mai, nous avons lancé une offre supérieure visant les dépôts de particuliers qui suscite plus d'intérêt que prévu. Les clients apprécient la valeur et la commodité du programme Performance.

Groupe PE – Services bancaires région de Chicago

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2006	Augmentation/(Diminution) c. T3-2005		Augmentation/(Diminution) c. T2-2006		Cumul 2006	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2005	
Revenu net d'intérêts (bic)	184	(5)	(3 %)	(3)	(1 %)	556	8	2 %
Revenu autre que d'intérêts	45	5	8 %	5	7 %	125	-	-
Revenu total (bic)	229	-	-	2	-	681	8	1 %
Provision pour créances irrécouvrables	8	-	-	1	2 %	23	-	-
Frais autres que d'intérêts	169	(1)	(1 %)	(5)	(3 %)	503	7	1 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	52	1	-	6	14 %	155	1	-
Impôts sur les bénéfices (bic)	21	-	-	2	11 %	63	-	-
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	31	1	-	4	16 %	92	1	-
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	7	(1)	(7 %)	1	2 %	18	(2)	(5 %)
Revenu net avant amortissement	38	-	-	5	13 %	110	(1)	(1 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	73,9 %	-	-	(2,7 %)	(2,7 %)	73,9%	-	0,3 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic)	70,7 %	0,2 %	0,2 %	(2,7 %)	(2,7 %)	70,6%	-	0,4 %
Marge nette d'intérêts (bic)	3,38 %	(0,05 %)	(0,05 %)	(0,07 %)	(0,07 %)	3,41%	-	(0,11 %)
Actif moyen	21 879	(32)	-	57	-	21 812	974	5 %

Groupe PE – Services bancaires région de Chicago – Points saillants (en millions de dollars américains)

Revenu net d'intérêts (bic)	165	12	8 %	1	1 %	489	42	9 %
Revenu autre que d'intérêts	40	7	21 %	4	11 %	110	7	7 %
Revenu total (bic)	205	19	10 %	5	3 %	599	49	9 %
Frais autres que d'intérêts	151	13	9 %	(2)	(1 %)	442	37	9 %
Revenu net	28	3	12 %	4	17 %	81	6	8 %
Actif moyen	19 596	1 853	10 %	374	2 %	19 174	2 187	13 %

Analyse des résultats financiers

Le revenu net du groupe PE – Services bancaires région de Chicago s'est établi à 31 millions de dollars au troisième trimestre de 2006, en hausse de 1 million de dollars par rapport au troisième trimestre de 2005 et de 4 millions de dollars, ou de 16 %, par rapport au deuxième trimestre de 2006. Depuis le début de l'exercice, le revenu net, qui se chiffre à 92 millions de dollars, s'est accru de 1 million de dollars par rapport à l'an dernier.

Le revenu pour le trimestre s'est chiffré à 229 millions de dollars, soit au même niveau qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain, le revenu a progressé de 24 millions de dollars, ou de 9,8 %, sous l'effet de l'acquisition de la Villa Park Trust and Savings Bank (Villa Park), de la forte croissance des prêts à la consommation et aux entreprises et de l'élargissement de la marge sur les dépôts secondaires. La marge nette d'intérêts a diminué de 5 points de base en raison des pressions de la concurrence sur la tarification des prêts et de l'incidence de la baisse des taux d'investissement s'appliquant aux dépôts à plus long terme, facteurs qui ont été atténués par des mesures tarifaires prises à l'égard de certaines catégories de dépôts. Les groupes d'exploitation de BMO ont dégagé une marge autant à l'égard des prêts que des dépôts. Cependant, comme la marge nette d'intérêts représente le revenu net d'intérêts exprimé en pourcentage de l'actif et que la croissance des prêts du groupe PE – Services bancaires région de Chicago a surpassé celle des dépôts au fil du temps, cela a produit un effet négatif sur la marge nette d'intérêts.

Le revenu s'est accru de 2 millions de dollars, ou de 0,3 %, par rapport au deuxième trimestre, mais il a progressé de 7 millions de dollars, ou de 2,6 %, lorsqu'on tient compte de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. L'effet de la croissance des prêts et des dépôts et de l'élargissement de la marge sur les dépôts a été partiellement neutralisé par la réduction de la marge sur les prêts. La marge nette d'intérêts s'est rétrécie de 7 points de base en raison de l'amincissement de la marge sur les prêts. Depuis le début de l'exercice, le revenu s'est chiffré à 681 millions de dollars, en hausse de 8 millions de dollars, ou de 0,9 %, mais il a augmenté de 61 millions de dollars, ou de 8,8 %, abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar

américain. Cette hausse est attribuable à la forte croissance des prêts, à l'amélioration de la marge sur les dépôts et à l'acquisition de Villa Park et des nouvelles succursales, facteurs qui ont été partiellement neutralisés par l'effet du rétrécissement de la marge sur les prêts.

Pour le troisième trimestre, les frais autres que d'intérêts se chiffrent à 169 millions de dollars, en baisse de 1 million de dollars, ou de 0,7 %, par rapport à l'exercice précédent, mais en hausse de 17 millions de dollars, ou de 9,7 %, abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Cette hausse est imputable aux coûts liés aux acquisitions et aux nouvelles succursales. Les frais ont baissé de 5 millions de dollars, ou de 3,1 %, par rapport au deuxième trimestre, ou de 1 million de dollars, ou de 1,0 %, après rajustement pour tenir compte de l'affaiblissement du dollar américain, en raison d'une hausse des frais de montage de prêts et de marketing pendant le deuxième trimestre. Depuis le début de l'exercice, les frais autres que d'intérêts se sont élevés à 503 millions de dollars, en hausse de 7 millions de dollars, ou de 1,3 %, et de 45 millions de dollars, ou de 9,1 %, abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Ces hausses sont principalement imputables aux frais liés aux acquisitions, aux nouvelles succursales et à notre projet visant à améliorer notre plateforme technologique en succursale.

Le ratio de productivité du groupe PE – Services bancaires région de Chicago pour le trimestre s'est établi à 73,9 %, ce qui représente un recul de 3 points de base par rapport à l'exercice précédent, mais une amélioration de 265 points de base par rapport au deuxième trimestre. Depuis le début de l'exercice, le ratio de productivité et le ratio de productivité avant amortissement ont reculé respectivement de 27 et de 48 points de base, et s'établissent à 73,9 % et à 70,6 %.

Le revenu net du groupe PE – Services bancaires région de Chicago représente 8,3 % du revenu net total du groupe Particuliers et entreprises au troisième trimestre de 2006, comparativement à 9,8 % pour la période correspondante de l'exercice précédent et à 9,4 % au deuxième trimestre. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le revenu du groupe PE – Services bancaires région de Chicago représente 9,6 % du revenu net du groupe, par rapport à 10,2 % à la période correspondante de 2005.

Les services bancaires aux entreprises offerts par BMO aux États-Unis visent principalement les moyennes entreprises. BMO gère ces comptes et inclut leurs résultats dans ceux du groupe Services d'investissement, en raison des possibilités accrues de vente croisée. Au sein du groupe de référence nord-américain de BMO, ces activités sont généralement intégrées aux services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Le tableau ci-dessous indique, sur une base pro forma, l'incidence de l'intégration des services bancaires aux moyennes entreprises américaines au groupe PE – Services bancaires région de Chicago. Il fait état de l'inclusion, dans les résultats du groupe PE – Services bancaires région de Chicago, d'un revenu de 106 millions de dollars provenant des services aux moyennes entreprises et d'un revenu net de 37 millions de dollars pour le trimestre, ainsi que d'un revenu de 315 millions de dollars et d'un revenu net de 99 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice.

Si les résultats des services bancaires aux moyennes entreprises aux États-Unis étaient inclus dans les résultats du groupe PE – Services bancaires région de Chicago, le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu pour le trimestre serait de 61,4 %, comparativement à 73,9 % dans les présents états financiers. Une fois les mêmes rajustements pris en compte, le revenu net tiré des activités aux États-Unis représenterait 16,6 % des résultats du groupe Particuliers et entreprises pour le trimestre, comparativement à 8,3 % dans les présents états financiers, et le revenu tiré des activités aux États-Unis représenterait 21,4 % du revenu du groupe pour le trimestre, comparativement à 15,7 % dans les présents états financiers.

Groupe PE – Services bancaires région de Chicago après rajustement pour inclure le marché des moyennes entreprises des États-Unis

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2006	Augmentation/(Diminution) c. T3-2005		Augmentation/(Diminution) c. T2-2006		Cumul 2006	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2005	
Revenu (bic)	335	(2)	(1 %)	6	1 %	996	(13)	(1 %)
Revenu net	68	5	7 %	10	21 %	191	(7)	(4 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	61,4 %		(2,0 %)		(5,0 %)	63,4 %		1,4 %

Faits marquants et réalisations

Les priorités du groupe PE – Services bancaires région de Chicago pour l'exercice 2006 sont décrites à la page 47 du Rapport annuel 2005 de BMO. Les faits marquants et les principales réalisations du troisième trimestre dans la poursuite de ces objectifs prioritaires figurent ci-après.

- Les prêts ont progressé de 2,3 milliards de dollars américains, ou de 14,9 %, par rapport à l'exercice précédent. Les prêts à la consommation ont progressé de 15,5 % dans un marché très concurrentiel, et les prêts aux petites entreprises ont augmenté de 13,3 %.
- Notre taux de recommandation net, une mesure de la fidélisation de la clientèle, est passé de 35 à 37 par rapport au trimestre précédent, tandis que notre indice de stabilité de la clientèle est demeuré à 42.

Groupe Gestion privée (groupe GP)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2006	Augmentation/(Diminution) c. T3-2005		Augmentation/(Diminution) c. T2-2006		Cumul 2006	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2005		
Revenu net d'intérêts (bic)	148	1	1 %	10	7 %	424	(6)	(1 %)	
Revenu autre que d'intérêts	329	(3)	(1 %)	(20)	(6 %)	1 004	(30)	(3 %)	
Revenu total (bic)	477	(2)	-	(10)	(2 %)	1 428	(36)	(2 %)	
Provision pour créances irrécouvrables	1	-	-	1	n.s.	2	(1)	(39 %)	
Frais autres que d'intérêts	341	(40)	(10 %)	4	1 %	1 000	(131)	(12 %)	
Revenu avant impôts sur les bénéfices	135	38	40 %	(15)	(10 %)	426	96	29 %	
Impôts sur les bénéfices (bic)	50	16	49 %	(4)	(5 %)	151	34	29 %	
Revenu net	85	22	35 %	(11)	(12 %)	275	62	29 %	
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	1	(7)	(89 %)	(1)	(14 %)	4	(24)	(89 %)	
Revenu net avant amortissement	86	15	21 %	(12)	(12 %)	279	38	15 %	
Rendement des capitaux propres	28,9 %		13,3 %		(5,2 %)	31,7 %		13,9 %	
Rendement des capitaux propres avant amortissement	29,2 %		11,6 %		(5,3 %)	32,1 %		11,9 %	
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	71,6 %		(8,0 %)		2,4 %	70,0 %		(7,3 %)	
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic)	71,3 %		(5,6 %)		2,5 %	69,7 %		(4,9 %)	
Marge nette d'intérêts (bic)	8,87 %		0,81 %		0,05 %	8,74 %		0,65 %	
Actif moyen	6 611	(612)	(9 %)	183	3 %	6 490	(622)	(9 %)	
Groupe GP – États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)									
Revenu total	64	(36)	(36 %)	6	10 %	185	(123)	(40 %)	
Frais autres que d'intérêts	65	(43)	(40 %)	8	14 %	181	(127)	(41 %)	
Revenu net	(2)	5	71 %	(3)	(+100 %)	3	5	+100 %	
Revenu net avant amortissement	(1)	(1)	(100 %)	(3)	(+100 %)	5	(15)	(75 %)	
Actif moyen	2 095	(717)	(25 %)	(7)	(1 %)	2 114	(692)	(25 %)	

n.s. – non significatif

Analyse des résultats financiers

Le revenu net du troisième trimestre a atteint 85 millions de dollars, soit 22 millions de dollars, ou 35 %, de plus qu'à l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 13 %, abstraction faite de *Harrisdirect*. Tous les secteurs d'activité ont dégagé des revenus supérieurs sous l'impulsion des efforts déployés par le groupe pour accroître les revenus. Les résultats du troisième trimestre de 2005 comprenaient une perte d'exploitation de 12 millions de dollars après impôts liée à *Harrisdirect*. Comparativement au deuxième trimestre, le revenu net a baissé de 11 millions de dollars, ou de 12 %. Depuis le début de l'exercice, le revenu net s'est accru de 62 millions de dollars, ou de 29 %, par rapport à la période correspondante de 2005, et il atteint 275 millions de dollars; cette hausse est de 45 millions de dollars, ou de 20 %, si on fait abstraction de *Harrisdirect*.

Le revenu s'est établi à 477 millions de dollars au troisième trimestre, en baisse de 2 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, mais en hausse de 46 millions de dollars, ou de 11 %, abstraction faite des résultats d'exploitation de *Harrisdirect*, et de 54 millions de dollars, ou de 13 %, si l'on exclut également l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. La solide croissance des revenus est attribuable à l'augmentation du montant des actifs gérés dans les activités de fonds d'investissement et à la hausse des volumes d'opérations de placement en direct effectuées par les clients. L'élargissement des marges sur les dépôts et la croissance modeste des soldes ont également contribué à la croissance du revenu net d'intérêts.

Comparativement au deuxième trimestre, le revenu a diminué de 10 millions de dollars, ou de 2,0 %, en raison surtout d'une baisse des revenus de commissions dans les secteurs des services de placement traditionnels et de placement en direct, qui s'explique par la baisse saisonnière des volumes d'opérations des clients au troisième trimestre et par une conjoncture moins favorable. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par un accroissement du revenu net d'intérêts. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le revenu a baissé de 36 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2005, mais il a augmenté de 120 millions de dollars, ou de 9,3 %, abstraction faite des résultats d'exploitation de *Harrisdirect*, et de 138 millions de dollars, ou de 11 %, si l'on exclut également l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Tous les secteurs d'activité ont contribué à la croissance des revenus d'exploitation.

Les frais autres que d'intérêts, qui s'établissent à 341 millions de dollars au troisième trimestre, ont diminué de 40 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, mais ils ont augmenté de 27 millions de dollars, ou de 8,9 %, abstraction faite de *Harrisdirect*, et de 34 millions de dollars, ou de 11 %, abstraction faite également de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Cette augmentation des frais est principalement imputable à la hausse des frais liés aux revenus. Notre ratio de productivité s'est amélioré de 800 points de base par rapport à l'exercice précédent, ou de 131 points de base, abstraction faite de *Harrisdirect*. Comparativement au deuxième trimestre, les frais ont augmenté de 4 millions de dollars, ou de 1,4 %, en raison surtout d'un investissement accru dans notre équipe de vente. Depuis le début de l'exercice, les frais ont baissé de 131 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2005, mais ils ont augmenté de 52 millions de dollars, ou de 5,5 %, abstraction faite de *Harrisdirect*, et de 67 millions de dollars, ou de 7,1 %, abstraction faite également de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Cette hausse s'explique principalement par l'accroissement des frais liés aux revenus.

Nos activités américaines englobent les services de gestion privée et de gestion de placements. Abstraction faite de *Harrisdirect*, le revenu a progressé de 4 millions de dollars américains par rapport à l'exercice précédent, sous l'effet de la croissance des revenus liés aux services tarifés dans le secteur de la gestion privée. Abstraction faite de *Harrisdirect*, le revenu net a baissé de 5 millions de dollars américains, en raison principalement d'investissements accrus dans nos activités de gestion de placements.

Faits marquants et réalisations

Les priorités du groupe pour l'exercice 2006 sont décrites à la page 51 du Rapport annuel 2005 de BMO. Les faits marquants et les principales réalisations dans la poursuite de ces objectifs prioritaires au troisième trimestre figurent ci-dessous.

- L'actif sous gestion et sous administration du groupe, y compris les dépôts à terme, se chiffre à 280 milliards de dollars, soit un recul de 15 milliards de dollars, ou de 5,2 %, sur 12 mois. L'actif sous gestion a progressé de 17 % et l'actif sous administration a augmenté de 13 %, abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain et de la vente de *Harrisdirect*. Les produits de placement à terme ont augmenté de 5,1 %.
- BMO Fonds d'investissement continue de surclasser le secteur des fonds d'investissement au titre du chiffre d'affaires net trimestriel, et la croissance de l'actif a dépassé la moyenne du secteur et des autres grandes banques canadiennes. Au cours des trois derniers exercices, l'actif de BMO Fonds d'investissement a progressé de plus de 75 %.
- BMO Fonds d'investissement a lancé deux nouveaux fonds, BMO Fonds de fiducies de revenu et BMO Fonds diversifié de revenu. Les nouveaux fonds verseront aux investisseurs des distributions en espèces mensuelles rentables du point de vue fiscal, en réponse à la demande croissante de revenu de retraite.
- Le Groupe de Fonds Guardian a lancé un nouveau produit de répartition de l'actif, Solutions GGOF. Solutions GGOF aide les investisseurs à choisir parmi cinq portefeuilles parfaitement diversifiés, qui correspondent chacun à différents degrés de risque, offrant aux clients une option de placement complète, personnalisée et facile à utiliser.
- Harris Gestion de placements Inc. a achevé son alliance stratégique avec The Phoenix Companies, Inc. au cours du trimestre. Phoenix est maintenant le conseiller en placement, le distributeur et l'administrateur des fonds Harris Insight, tandis que BMO Harris Gestion de placements continue de gérer la majorité des fonds Insight à titre de conseiller adjoint. L'opération n'a pas d'incidence importante sur les résultats financiers du groupe.

Groupe Services d'investissement (groupe SI)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2006	Augmentation/(Diminution) c. T3-2005		Augmentation/(Diminution) c. T2-2006		Cumul 2006	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2005	
Revenu net d'intérêts (bic)	201	(31)	(14 %)	27	15 %	582	(198)	(25 %)
Revenu autre que d'intérêts	477	62	15 %	(75)	(13 %)	1 565	310	25 %
Revenu total (bic)	678	31	5 %	(48)	(7 %)	2 147	112	6 %
Provision pour créances irrécouvrables	20	(4)	(18 %)	-	-	60	(14)	(19 %)
Frais autres que d'intérêts	387	13	4 %	(22)	(5 %)	1 207	102	9 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices	271	22	8 %	(26)	(9 %)	880	24	3 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	70	5	6 %	18	33 %	206	(23)	(10 %)
Revenu net	201	17	9 %	(44)	(18 %)	674	47	7 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	-	-	-	-	-	1	-	-
Revenu net avant amortissement	201	17	9 %	(44)	(18 %)	675	47	7 %
Rendement des capitaux propres	17,3 %		(0,7 %)		(4,6 %)	19,6 %		(1,1 %)
Rendement des capitaux propres avant amortissement	17,3 %		(0,7 %)		(4,6 %)	19,6 %		(1,1 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	57,1 %		(0,5 %)		0,8 %	56,2 %		1,9 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic)	57,1 %		(0,5 %)		0,9 %	56,2 %		2,0 %
Marge nette d'intérêts (bic)	0,48 %		(0,13 %)		0,02 %	0,49 %		(0,17 %)
Actif moyen	165 473	13 386	9 %	9 640	6 %	158 715	1 263	1 %
Groupe SI - États-Unis - Points saillants (en millions de dollars américains)								
Revenu	280	42	18 %	(17)	(6 %)	884	108	14 %
Frais autres que d'intérêts	166	34	26 %	13	8 %	485	119	33 %
Revenu net	61	3	5 %	(18)	(23 %)	219	(13)	(6 %)
Actif moyen	48 678	14 969	44 %	6 572	16 %	44 775	9 658	28 %

n.s. - non significatif

Analyse des résultats financiers

Le revenu net se chiffre à 201 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2006, soit 17 millions de dollars, ou 9,0 %, de plus qu'au troisième trimestre de 2005, en raison principalement de la croissance des revenus. Le revenu net a diminué de 44 millions de dollars, ou de 18 %, par rapport au deuxième trimestre, à cause d'une diminution des revenus dans une conjoncture des marchés des capitaux moins favorable et d'un faible taux d'imposition effectif au deuxième trimestre. Depuis le début de l'exercice, le revenu net s'établit à 674 millions de dollars, soit une hausse de 47 millions de dollars, ou de 7,4 %. Les résultats de la période correspondante de 2005 comprenaient un revenu de 44 millions de dollars (37 millions après impôts) lié à la restructuration des EDDV au deuxième trimestre de 2005.

Le revenu au troisième trimestre de 2006 a progressé de 31 millions de dollars, ou de 4,6 %, par rapport à l'exercice précédent, et de 64 millions de dollars, ou de 9,7 %, abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Cette amélioration s'explique par l'augmentation des revenus de négociation (sur les produits de base, les actions, les taux d'intérêt et les contrats de change), des commissions sur les titres et des recouvrements de prêts auparavant classés comme douteux. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par une baisse des gains sur titres de placement, une diminution des prises fermes de titres d'emprunt et de participation, un rétrécissement des marges dans les secteurs sensibles aux taux d'intérêt et d'autres réductions des éléments ne faisant pas partie des actifs principaux. La diminution des marges sur l'actif lié aux services bancaires aux entreprises a complètement neutralisé l'augmentation du montant des actifs.

Le revenu net d'intérêts tient compte des intérêts gagnés sur les actifs liés à la négociation et des coûts de mobilisation de fonds relatifs à ces actifs. L'écart entre ces deux montants représente notre revenu net d'intérêts tiré des activités de négociation. La plus grande part du revenu tiré des actifs liés à la négociation est composée de gains à la valeur de marché. Ces gains sont inclus dans le revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation et ils sont sensiblement supérieurs au revenu net d'intérêts tiré des activités de négociation. Le revenu net d'intérêts tiré des activités de négociation a été inférieur à celui de l'exercice précédent, mais il a progressé par rapport au

deuxième trimestre. La baisse s'explique principalement par la hausse des coûts de mobilisation de fonds et a contribué aux réductions de la marge nette d'intérêts du groupe. Le total des revenus de négociation a été solide au troisième trimestre, affichant une hausse par rapport à l'exercice précédent, mais une baisse comparativement aux revenus de négociation très robustes du deuxième trimestre.

Le revenu net d'intérêts au troisième trimestre et pour les neuf premiers mois de l'exercice a diminué par rapport aux périodes correspondantes de 2005, en raison d'une baisse du revenu net d'intérêts tiré des activités de négociation, de l'effet persistant du rétrécissement des marges dans les secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt, de l'élimination de certains éléments ne faisant pas partie des actifs principaux et du rétrécissement des marges sur l'actif lié aux services bancaires aux entreprises imputable à la concurrence. Ces facteurs ont également contribué à une diminution de la marge nette d'intérêts. La marge nette d'intérêts du groupe s'est contractée de 6 points de base au cours des neuf premiers mois de 2005 en raison de l'inclusion de 21 milliards de dollars d'actifs des EDDV dans le bilan du groupe Services d'investissement pour le premier semestre de 2005. Abstraction faite de l'incidence des actifs des EDDV, la marge nette d'intérêts du groupe depuis le début de l'exercice est inférieure de 23 points de base à celle de la période correspondante de l'exercice précédent.

Le revenu a baissé de 48 millions de dollars, ou de 6,6 %, par rapport au deuxième trimestre, en raison d'une diminution des prises fermes de titres d'emprunt et de participation, des réductions des revenus de négociation et d'une baisse de 7 millions de dollars au chapitre des gains sur titres de placement, facteurs qui ont été partiellement neutralisés par une augmentation des honoraires tirés des activités de fusion et acquisition et des commissions sur prêts.

Depuis le début de l'exercice, le revenu a augmenté de 112 millions de dollars, ou de 5,5 %, et de 156 millions de dollars, ou de 7,8 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, abstraction faite du revenu des EDDV. L'incidence de l'affaiblissement du dollar américain a réduit la croissance des revenus de 79 millions de dollars, ou de 3,9 %. Les revenus de négociation ont connu une forte hausse par rapport à 2005, en particulier les revenus de négociation de produits dérivés de produits de base, en raison de conditions de

négociation favorables et d'un accroissement des activités des clients associées à la volatilité des coûts énergétiques. La nette augmentation des honoraires tirés des activités de fusion et acquisition et la croissance des revenus de commissions et de prises fermes de titres d'emprunt ont également contribué à l'accroissement du revenu. La solide croissance de l'actif lié aux services bancaires aux entreprises a été complètement annulée par le rétrécissement des marges, alors que les gains sur titres de placement ont diminué et que d'autres réductions ont eu lieu dans les éléments ne faisant pas partie des actifs principaux, comme c'était prévu.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 387 millions de dollars au troisième trimestre, soit une hausse de 13 millions de dollars, ou de 3,7 %, par rapport à l'exercice précédent, et de 29 millions de dollars, ou de 7,9 %, abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des indemnités de départ. Comparativement au deuxième trimestre, les frais ont diminué de 22 millions de dollars, ou de 5,2 %, en raison de la réduction des coûts de la rémunération liée au rendement, surtout attribuable à une diminution des revenus liés aux services tarifés et aux activités de négociation. Depuis le début de l'exercice, les frais autres que d'intérêts se chiffrent à 1 207 millions de dollars, en hausse de 102 millions de dollars, ou de 9,3 %, par rapport à l'exercice précédent, et de 137 millions de dollars, ou de 13 %, abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Cette hausse est principalement attribuable à l'accroissement des coûts de la rémunération liée au rendement. La hausse des revenus en 2006 est concentrée dans les secteurs où les coûts variables sont relativement plus élevés.

Le ratio de productivité du groupe pour le trimestre s'est amélioré de 53 points de base par rapport à l'exercice précédent, mais il s'est détérioré de 84 points de base par rapport au deuxième trimestre, et se chiffre à 57,1 %. Depuis le début de l'exercice, le ratio de productivité du groupe a perdu 194 points de base, pour s'établir à 56,2 %.

Le revenu net provenant des activités aux États-Unis s'établit à 61 millions de dollars américains, soit une hausse de 3 millions de dollars américains comparativement à l'exercice précédent, l'augmentation des revenus de négociation de produits dérivés de produits de base et des revenus de commissions. Le revenu net provenant des activités aux États-Unis a baissé de 18 millions de dollars américains comparativement au deuxième trimestre, l'amélioration des revenus de commissions et des commissions sur prêts n'ayant que partiellement neutralisé les réductions des revenus de négociation et des gains sur titres de placement et la hausse des frais. Le revenu net provenant des activités aux États-Unis a représenté 34 % du revenu net du groupe ce trimestre, comparativement à 39 % il y a 12 mois et à 36 % au deuxième trimestre.

Nos services d'investissement aux États-Unis visent surtout les moyennes entreprises dont le chiffre d'affaires se situe entre 50 millions et 1 milliard de dollars américains. Pour le trimestre, le portefeuille des moyennes entreprises a produit 16 % du revenu total du groupe et 34 % du revenu réalisé aux États-Unis. Ces activités sont souvent incluses dans les résultats des services bancaires aux particuliers et aux entreprises par les banques de notre groupe de référence d'Amérique du Nord. Des résultats pro forma intégrant les résultats de nos activités aux États-Unis dans le secteur des moyennes entreprises à ceux du groupe PE – Services bancaires région de Chicago sont présentés dans la section correspondante du Rapport de gestion.

Faits marquants et réalisations

Les priorités du groupe pour l'exercice 2006 sont décrites à la page 54 du Rapport annuel 2005 de BMO. Les faits marquants et les principales réalisations du troisième trimestre dans la poursuite de ces objectifs prioritaires figurent ci-dessous.

- Au cours du trimestre, nous avons fièrement dévoilé notre nouveau nom, BMO Marchés des capitaux, qui unifie les fonctions de services d'investissement au Canada et aux États-Unis sous une seule bannière. Ce faisant, BMO concrétise son engagement à offrir une gamme complète de services en Amérique du Nord et dans d'autres grands marchés internationaux.

- Au Canada, BMO Marchés des capitaux a participé à 101 nouvelles émissions. De ce nombre, 25 visaient des titres de créance d'entreprises, deux, des actions privilégiées, 57, des actions ordinaires et 17, des titres de créance d'État, mobilisant au total 22,4 milliards de dollars. Nous avons agi comme cochef de file dans une série de financements sous forme d'émissions d'obligations totalisant 900 millions de dollars pour le compte de GE Capital Funding Co., dans un syndicat formé de deux maisons de courtage. Nous avons agi à titre d'unique banque chef de file dans de nombreuses opérations d'importance, dont l'émission d'obligations hypothécaires de premier rang de 15 et 30 ans de Gaz Métropolitain d'une valeur de 300 millions de dollars, l'émission d'obligations de cinq ans d'AMEX Canada d'une valeur de 350 millions de dollars et le premier appel public à l'épargne au Canada de RESCAP pour des titres de créance d'une valeur de 250 millions de dollars. Dans le secteur public, nous avons agi en tant que chef de file bancaire pour la troisième fois d'affilée pour le compte de la Fiducie du Canada pour l'habitation, dans le cadre de son émission trimestrielle d'obligations hypothécaires d'une valeur de 5,1 milliards de dollars.
- Aux États-Unis, BMO Marchés des capitaux a été le seul courtier canadien sélectionné pour agir comme cochef de file du premier appel public à l'épargne de MasterCard Incorporated, d'une valeur de 2,6 milliards de dollars américains. Il s'agit du deuxième plus important PAPE aux États-Unis depuis le début de 2006.
- Au chapitre des opérations de fusion et acquisition, nous avons agi comme conseiller financier auprès de Teck Cominco dans son acquisition d'Inco Ltd. pour la somme proposée de 17 milliards de dollars, et auprès de Royal Group Technologies Ltd., qui a été acquise par Georgia Gulf Corp. pour la somme de 1,54 milliard de dollars américains. Notre équipe Énergie et électricité située à Houston, aux États-Unis, a conseillé Petrohawk Energy Corporation lors de sa fusion évaluée à 1,9 milliard de dollars américains avec KCS Energy Inc. Dans le cadre du financement de l'opération, BMO Marchés des capitaux a fourni à Petrohawk 125 millions de dollars américains en billets garantis de premier rang.
- Nous avons agi comme conseiller financier exclusif de Bay View Capital Corporation dans la fusion de l'entreprise avec Great Lakes Bancorp, Inc., une opération d'une valeur de 68 millions de dollars américains. BMO Marchés des capitaux a structuré avec succès une opération de fusion inversée, qui a permis à l'acheteur légal, Bay View, de conserver son inscription à la cote de la Bourse de New York.
- L'équipe Titrisation aux États-Unis a maintenu son solide rendement au cours du trimestre. L'équipe a conclu 14 opérations portant sur les conduits de titrisation pendant le trimestre (ce qui lui a permis d'obtenir cinq nouveaux contrats et de recruter trois nouveaux clients) et cinq opérations à terme, agissant comme chef de file dans deux de ces opérations et comme cochef de file dans les trois autres. Le montant des conduits est en voie d'atteindre une croissance de 25 % par rapport au dernier exercice. En collaboration avec Harris, l'équipe Titrisation aux États-Unis a également réalisé une facilité renouvelable de crédit bancaire de 364 jours et une facilité renouvelable de crédit titrisé de trois ans, d'une valeur de 350 millions de dollars chacune, pour PHH Home Loans, LLC. Autre fait digne de mention, nous avons consenti une facilité renouvelable de crédit titrisé sur stocks à Flagship Funding, LLC, d'une valeur de 200 millions de dollars. Au deuxième trimestre, les équipes Titrisation et Placements privés avaient dirigé un placement de capitaux privés d'une valeur de 80 millions de dollars pour le compte de Flagship.
- Nous avons participé à la deuxième journée annuelle du programme Action-Éducation, importante activité de bienfaisance axée sur la diversité, qui a eu lieu le 17 mai. Les commissions prélevées sur les opérations de clients institutionnels au Canada et aux États-Unis au cours de la journée sont versées à des organismes caritatifs qui viennent en aide à divers groupes. Cette année, nous avons recueilli 1,6 million de dollars, somme qui a été répartie entre quatre organismes caritatifs œuvrant au Canada et trois aux États-Unis.
- Greenwich Associates a publié les résultats de son sondage annuel mené auprès des investisseurs en titres à revenu fixe. BMO Marchés des capitaux s'est classée au premier rang pour la qualité générale, la pénétration du marché, les ventes et les produits dérivés de taux d'intérêt. Nous nous sommes classés deuxième au chapitre de la recherche et de la tenue de marché.

Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2006	Augmentation/(Diminution) c. T3-2005		Augmentation/(Diminution) c. T2-2006		Cumul 2006	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2005	
Revenu net d'intérêts (bic)	(25)	16	39 %	31	56 %	(124)	40	24 %
Revenu autre que d'intérêts	16	(12)	(40 %)	(6)	(28 %)	65	(24)	(26 %)
Revenu total (bic)	(9)	4	37 %	25	74 %	(59)	16	21 %
Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables	(65)	(38)	(+100 %)	(25)	(59 %)	(160)	20	11 %
Frais autres que d'intérêts	27	(3)	(11 %)	15	+100 %	108	(35)	(25 %)
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	29	45	+100 %	35	+100 %	(7)	31	80 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	(38)	(15)	(66 %)	11	17 %	(120)	(42)	(55 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	5	33 %	-	-	57	15	34 %
Revenu net (perte nette)	48	55	+100 %	24	+100 %	56	58	+100 %
Services d'entreprise – États-Unis – Points saillants								
(en millions de dollars américains)								
Revenu	(22)	-	-	(8)	(57 %)	(62)	6	9 %
Provision pour créances irrécouvrables	(32)	(32)	(+100 %)	(23)	(+100 %)	(59)	-	-
Frais autres que d'intérêts	11	14	+100 %	8	+100 %	16	(22)	(58 %)
Impôts sur les bénéfices	(20)	(4)	(25 %)	(13)	(+100 %)	6	11	+100 %
Revenu net (perte nette)	14	22	+100 %	19	+100 %	6	11	+100 %
Actif moyen	4 026	(350)	(8 %)	(479)	(11 %)	4 339	(317)	(7 %)

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent à BMO Groupe financier une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans les domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, les ressources humaines et la formation. Les résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif de BMO.

Technologie et solutions

Le groupe Technologie et solutions assure à BMO Groupe financier des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, d'opérations immobilières, de services d'exploitation et d'impartition. Le groupe axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation afin de maximiser la qualité et l'efficacité de l'exploitation et de permettre aux clients de vivre une excellente expérience.

Analyse des résultats financiers

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de Technologie et solutions sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de Technologie et solutions sont transférés aux groupes clients (groupe PE, groupe GP et groupe SI), et seules des sommes peu élevées sont conservées dans les résultats de Technologie et solutions. Par conséquent, les résultats de la présente section reflètent en grande partie les résultats des Services d'entreprise.

Le revenu net s'est chiffré à 48 millions de dollars au troisième trimestre, comparativement à une perte nette de 7 millions de dollars au troisième trimestre de 2005. Cette amélioration est attribuable à la diminution des provisions pour créances irrécouvrables et des impôts sur les bénéfices.

Le revenu net a augmenté de 24 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre, en raison d'un accroissement des revenus et d'une réduction de la provision pour créances irrécouvrables, qui ont été partiellement neutralisés par une augmentation des frais. Depuis le début de l'exercice, le revenu net s'est établi à 56 millions de dollars, en hausse de 58 millions de dollars. Cette amélioration s'explique par l'accroissement des revenus et la réduction des frais, ainsi que par des impôts sur les bénéfices moins élevés, facteurs partiellement neutralisés par une baisse du recouvrement de créances irrécouvrables. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de l'incidence nette de 10 millions de dollars d'une réduction de 40 millions de dollars (26 millions après impôts) de la réserve générale pour créances irrécouvrables et d'une provision de 25 millions de dollars (16 millions après impôts) liée à un litige.

Les écarts entre les provisions imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon notre méthode de la perte prévue, et les provisions pour créances irrécouvrables pour la période, calculées pour l'ensemble de l'organisation conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

Faits marquants et réalisations

Technologie et solutions vise à améliorer la rentabilité en appliquant la technologie et les processus les plus efficaces et les plus efficaces au sein de BMO. Au troisième trimestre de 2006, le groupe a permis la réalisation suivante.

- Le nouveau centre informatique de BMO Groupe financier à Barrie (Ontario) a ouvert ses portes comme prévu le 4 juillet. Le Centre de Barrie, qui comprend un immeuble de bureaux, est une installation de construction très robuste, équipée des dispositifs de sécurité et de continuité des activités les plus avancés, notamment des systèmes à sécurité intégrée pour toutes les principales mesures de contrôle de l'environnement et un système perfectionné de sécurité d'immeuble. En créant un milieu d'utilisation équivalent aux centres informatiques existants et en mettant en œuvre de nouveaux procédés et technologies d'infrastructure, BMO sera en mesure de s'adapter rapidement aux risques et aux occasions afin d'assurer la continuité de ses activités. L'installation est également dotée de caractéristiques mécaniques et électriques de pointe, qui visent à accroître l'efficacité opérationnelle de BMO.

États financiers consolidés

État consolidé des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trois mois terminés le					Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
							Données retraitées (voir la note 2)
							Données retraitées (voir la note 2)
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions							
Prêts	2 664 \$	2 340 \$	2 242 \$	2 098 \$	1 989 \$	7 246 \$	5 630 \$
Valeurs mobilières	587	473	509	457	484	1 569	1 373
Dépôts à d'autres banques	216	172	167	164	170	555	442
	3 467	2 985	2 918	2 719	2 643	9 370	7 445
Frais d'intérêts							
Dépôts	1 536	1 308	1 213	1 074	961	4 057	2 629
Dettes subordonnées	43	41	42	47	56	126	155
Actions privilégiées et titres d'une fiducie de capital	24	25	25	25	21	74	72
Autres passifs	630	498	456	379	391	1 584	996
	2 233	1 872	1 736	1 525	1 429	5 841	3 852
Revenu net d'intérêts	1 234	1 113	1 182	1 194	1 214	3 529	3 593
Provision pour créances irrécouvrables (note 3)	42	66	52	57	73	160	122
Revenu net d'intérêts après provision pour créances irrécouvrables	1 192	1 047	1 130	1 137	1 141	3 369	3 471
Revenu autre que d'intérêts							
Commissions et droits sur titres	260	292	252	272	255	804	820
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	187	179	180	187	188	546	547
Revenus de négociation	163	180	221	169	83	564	244
Commissions sur prêts	92	77	78	76	89	247	237
Frais de services de cartes	106	94	91	60	98	291	274
Gestion de placements et garde de titres	77	69	76	77	79	222	228
Revenus tirés de fonds d'investissement	128	126	115	116	113	369	321
Revenus de titrisation	21	4	20	34	26	45	79
Commissions de prise ferme et de consultation	92	113	98	101	92	303	256
Gains sur titres de placement	51	30	18	79	37	99	86
Revenus de change autres que de négociation	47	49	43	48	42	139	132
Revenus d'assurance	58	51	46	38	44	155	124
Autres	54	96	61	169	51	211	278
	1 336	1 360	1 299	1 426	1 197	3 995	3 626
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	2 528	2 407	2 429	2 563	2 338	7 364	7 097
Frais autres que d'intérêts							
Rémunération du personnel (notes 2 et 6)	958	932	1 000	952	923	2 890	2 799
Bureaux et matériel	299	296	288	334	315	883	930
Amortissement des actifs incorporels	10	12	11	22	24	33	72
Déplacements et expansion des affaires	64	63	50	69	68	177	178
Communications	36	31	25	33	29	92	89
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	23	25	27	28	29	75	79
Honoraires	65	72	58	65	58	195	178
Autres	145	129	121	123	123	395	381
Total des frais autres que d'intérêts	1 600	1 560	1 580	1 626	1 569	4 740	4 706
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	928	847	849	937	769	2 624	2 391
Impôts sur les bénéfices (note 2)	199	177	224	257	208	600	617
	729	670	625	680	561	2 024	1 774
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	19	19	16	14	57	42
Revenu net	710 \$	651 \$	606 \$	664 \$	547 \$	1 967 \$	1 732 \$
Dividendes sur actions privilégiées	6 \$	8 \$	8 \$	8 \$	6 \$	22 \$	22 \$
Revenu net afférent aux actions ordinaires	704 \$	643 \$	598 \$	656 \$	541 \$	1 945 \$	1 710 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	500 762	502 502	501 374	500 383	499 152	501 536	499 951
Nombre moyen d'actions ordinaires compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	509 991	512 743	511 600	510 378	509 384	511 513	510 858
Résultats par action (en dollars canadiens)							
De base	1,41 \$	1,28 \$	1,19 \$	1,31 \$	1,08 \$	3,88 \$	3,42 \$
Dilué	1,38	1,25	1,17	1,28	1,07	3,80	3,35
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,62	0,53	0,49	0,49	0,46	1,64	1,36

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la présente période.

Bilan consolidé

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 juillet 2005
	Données retraitées (voir la note 2)				
Actif					
Encaisse	20 160 \$	19 560 \$	19 933 \$	20 721 \$	20 402 \$
Valeurs mobilières					
Titres de placement	12 784	13 075	12 032	12 936	14 175
Titres de négociation (note 2)	45 455	44 079	48 074	44 087	42 709
Substituts de prêts	11	11	11	11	11
	58 250	57 165	60 117	57 034	56 895
Prêts					
Prêts hypothécaires à l'habitation	63 591	63 055	62 652	60 871	59 737
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	29 693	28 873	28 206	27 929	27 241
Prêts sur cartes de crédit	5 049	4 874	4 709	4 648	4 717
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	53 433	52 121	48 289	47 803	48 181
Titres pris en pension, empruntés ou achetés	31 865	33 116	29 853	28 280	27 259
	183 631	182 039	173 709	169 531	167 135
Engagements de clients aux termes d'acceptations	7 369	6 639	5 988	5 934	5 683
Réserve pour créances irrécouvrables (note 3)	(1 107)	(1 117)	(1 115)	(1 128)	(1 200)
	189 893	187 561	178 582	174 337	171 618
Autres actifs					
Instruments financiers dérivés	32 247	31 523	30 664	31 517	26 174
Bureaux et matériel	1 942	1 841	1 818	1 847	1 863
Écarts d'acquisition	1 104	1 098	1 109	1 091	1 604
Actifs incorporels	163	172	186	196	426
Actifs divers (note 2)	7 850	7 387	6 814	7 119	7 077
	43 306	42 021	40 591	41 770	37 144
Total de l'actif	311 609 \$	306 307 \$	299 223 \$	293 862 \$	286 059 \$
Passif et capitaux propres					
Dépôts					
Banques	26 362 \$	23 394 \$	25 940 \$	25 473 \$	25 265 \$
Entreprises et administrations publiques	99 821	94 234	90 783	92 437	87 462
Particuliers	75 911	76 860	76 536	75 883	76 023
	202 094	194 488	193 259	193 793	188 750
Autres passifs					
Instruments financiers dérivés	31 418	30 413	28 810	28 868	24 972
Acceptations	7 369	6 639	5 988	5 934	5 683
Titres vendus à découvert	14 271	15 653	14 161	16 142	14 703
Titres mis en pension, prêtés ou vendus	28 148	31 467	31 005	22 657	26 159
Passifs divers (note 2)	9 277	8 647	7 800	8 557	7 527
	90 483	92 819	87 764	82 158	79 044
Dettes subordonnée (note 7)	2 729	3 025	2 456	2 469	3 099
Actions privilégiées (note 8)	450	450	450	450	450
Titres d'une fiducie de capital	1 150	1 150	1 150	1 150	1 150
Capitaux propres					
Capital-actions (note 8)	4 765	4 741	4 716	4 618	4 585
Surplus d'apport (note 2)	47	45	43	35	33
Perte de change non matérialisée nette	(762)	(806)	(740)	(612)	(483)
Bénéfices non répartis	10 653	10 395	10 125	9 801	9 431
	14 703	14 375	14 144	13 842	13 566
Total du passif et des capitaux propres	311 609 \$	306 307 \$	299 223 \$	293 862 \$	286 059 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.
Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la présente période.

État consolidé des modifications survenues dans les capitaux propres

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le		Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
		Données retraitées (voir la note 2)		Données retraitées (voir la note 2)
Actions privilégiées				
Solde au début de la période	596 \$	596 \$	596 \$	596 \$
Solde à la fin de la période	596	596	596	596
Actions ordinaires				
Solde au début de la période	4 145	3 916	4 022	3 857
Actions émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	22	18	62	53
Actions émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions	24	62	126	125
Actions émises en échange d'actions d'une filiale	-	-	-	2
Actions rachetées aux fins d'annulation (note 8)	(22)	(7)	(41)	(48)
Solde à la fin de la période	4 169	3 989	4 169	3 989
Surplus d'apport				
Solde au début de la période	45	31	35	10
Incidence cumulative de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives à la rémunération à base d'actions (note 2)	-	-	-	12
Frais liés aux options d'achat d'actions	45	31	35	22
Solde à la fin de la période	2	2	12	11
Solde à la fin de la période	47	33	47	33
Perte de change non matérialisée nette				
Solde au début de la période	(806)	(380)	(612)	(497)
Gain (perte) non matérialisés provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	124	(280)	(400)	37
Gain (perte) sur des opérations de couverture	(121)	270	383	(37)
Impôts sur les bénéfices	41	(93)	(133)	14
Solde à la fin de la période	(762)	(483)	(762)	(483)
Bénéfices non répartis				
Solde au début de la période	10 395	9 161	9 801	8 773
Incidence cumulative de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives aux entités à détenteurs de droits variables, déduction faite des impôts sur les bénéfices applicables (note 2)	-	-	-	(42)
Incidence cumulative de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives à la rémunération à base d'actions, déduction faite des impôts sur les bénéfices applicables (note 2)	-	-	-	(35)
Revenu net	10 395	9 161	9 801	8 696
Dividendes – Actions privilégiées	710	547	1 967	1 732
– Actions ordinaires	(6)	(6)	(22)	(22)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 8)	(310)	(230)	(822)	(680)
Solde à la fin de la période	(136)	(41)	(271)	(295)
Solde à la fin de la période	10 653	9 431	10 653	9 431
Total des capitaux propres	14 703 \$	13 566 \$	14 703 \$	13 566 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la présente période.

État consolidé des flux de trésorerie

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trois mois terminés le Pour les neuf mois terminés le

	31 juillet 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
		Données retraitées (voir la note 2)		Données retraitées (voir la note 2)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Revenu net	710 \$	547 \$	1 967 \$	1 732 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation				
Dévaluation des titres de placement	1	-	9	7
Gain net sur titres de placement	(52)	(37)	(108)	(93)
(Augmentation) nette des titres de négociation	(1 104)	(268)	(2 073)	(7 809)
Provision pour créances irrécouvrables	42	73	160	122
Gain à la vente de prêts titrisés (note 4)	(13)	(16)	(25)	(58)
Variation des instruments financiers dérivés				
(Augmentation) des actifs dérivés	(719)	(3 497)	(1 418)	(1 404)
Augmentation des passifs dérivés	974	3 555	3 277	1 718
Amortissement des bureaux et du matériel	88	99	265	284
Amortissement des actifs incorporels	10	24	33	72
Économie d'impôts futurs	(69)	(73)	(68)	(40)
Augmentation (diminution) nette des impôts sur les bénéfices exigibles	359	68	124	(276)
Variation des intérêts courus				
(Augmentation) des intérêts à recevoir	(121)	(16)	(159)	(167)
Augmentation des intérêts à payer	106	-	96	84
Variation nette des autres éléments et charges à payer	1 106	685	1 044	626
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	1 318	1 144	3 124	(5 202)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation nette des dépôts	6 367	516	10 849	12 789
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	(1 417)	1 054	(1 853)	4 234
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension, prêtés ou vendus	(3 484)	(2 149)	6 142	4 697
Augmentation (diminution) nette du passif des filiales	(369)	(460)	354	37
Remboursement de la dette subordonnée (note 7)	(300)	(300)	(425)	(300)
Produit de l'émission de la dette subordonnée (note 7)	-	-	700	1 000
Produit de l'émission d'actions ordinaires	46	80	188	178
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 8)	(158)	(48)	(312)	(343)
Dividendes versés	(316)	(236)	(844)	(702)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités de financement	369	(1 543)	14 799	21 590
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	(175)	113	716	(2 560)
Achat de titres de placement	(4 947)	(3 635)	(11 322)	(11 957)
Échéances de titres de placement	3 509	1 856	6 878	5 716
Produit de la vente de titres de placement	1 871	2 915	4 263	7 292
(Augmentation) nette des prêts, des engagements de clients aux termes d'acceptations et des substituts de prêts	(4 113)	(4 925)	(16 153)	(12 254)
Produit de la titrisation de prêts (note 4)	978	759	2 753	2 197
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension, empruntés ou achetés	1 400	3 810	(4 067)	(4 468)
Produit de la vente de terrains et d'immeubles	-	-	-	148
Bureaux et matériel - achats nets	(181)	(111)	(379)	(250)
Acquisitions (note 5)	-	-	(76)	(194)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(1 658)	782	(17 387)	(16 330)
Incidence des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	23	(34)	(146)	174
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	52	349	390	232
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	2 750	2 489	2 412	2 606
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	2 802 \$	2 838 \$	2 802 \$	2 838 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la présente période.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006 (non vérifié)

Note 1 ▶ Normes de présentation

Les présents états financiers consolidés doivent être lus en se reportant aux notes afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2005, telles qu'elles figurent aux pages 96 à 133 de notre Rapport annuel 2005. Les présents états financiers consolidés ont été

dressés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, selon les conventions comptables et méthodes de calcul utilisées pour nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2005, sous réserve de ce qui est décrit à la note 2.

Note 2 ▶ Modifications des conventions comptables

Comptabilisation à la date de règlement

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2006, nous avons modifié notre façon de comptabiliser les opérations sur titres, en cessant la comptabilisation à la date de transaction et en adoptant la comptabilisation à la date de règlement aux fins du bilan consolidé.

Nous avons retraité les états financiers des périodes antérieures pour tenir compte de cette modification. Le tableau ci-dessous présente l'incidence de cette modification de la convention comptable sur les données de la présente période et sur celles des périodes antérieures :

(en millions de dollars canadiens)

	Au				
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 juillet 2005
Augmentation (diminution)					
Bilan consolidé					
Valeurs mobilières - titres de négociation	(1 008)\$	(1 771)\$	(1 570)\$	(222)\$	(437)\$
Actifs divers	(4 051)	(4 296)	(4 930)	(3 423)	(3 863)
Passifs divers	(5 059)	(6 067)	(6 500)	(3 645)	(4 300)

Rémunération à base d'actions

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2006, nous avons adopté la nouvelle directive comptable de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) concernant la rémunération à base d'actions. Selon cette directive, le coût de la rémunération à base d'actions attribuée à des employés qui sont admissibles à la retraite doit être constaté à titre de charge à la date d'attribution. Auparavant, nous amortissions ce coût sur la période d'acquisition des droits.

Nous avons retraité les états financiers des périodes antérieures pour tenir compte de cette modification. Le tableau ci-dessous présente l'incidence de cette modification de la convention comptable sur les données de la présente période et sur celles des périodes antérieures :

(en millions de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le					Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Augmentation (diminution) du revenu net							
État consolidé des résultats							
Rémunération du personnel	11 \$	11 \$	(35)\$	10 \$	10 \$	(13)\$	(15)\$
Impôts sur les bénéfices	(3)	(4)	11	(3)	(4)	4	4
Revenu net	8 \$	7 \$	(24)\$	7 \$	6 \$	(9)\$	(11)\$

(en millions de dollars canadiens)

	Au				
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 juillet 2005
Augmentation (diminution)					
Bilan consolidé					
Actifs divers	(30)\$	(36)\$	(42)\$	(25)\$	(30)\$
Passifs divers	1	1	1	(1)	1
Surplus d'apport	17	19	20	15	15

Entités à détenteurs de droits variables

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'ICCA sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). En conséquence, nous avons procédé à la consolidation de nos entités de titrisation des clients au 1^{er} novembre 2004. L'incidence sur notre bilan consolidé du 1^{er} novembre 2004 a été une augmentation des actifs divers de 21 160 millions de dollars, une diminution des actifs dérivés de 67 millions, une augmentation des passifs divers de 21 150 millions, une diminution des passifs dérivés de 15 millions et une diminution du solde d'ouverture des bénéfices non répartis de 42 millions de dollars.

L'incidence sur le solde d'ouverture des bénéfices non répartis découle du fait que les swaps de taux d'intérêt détenus par nos EDDV pour couvrir leur risque de taux d'intérêt ne satisfaisaient pas aux conditions de la comptabilité de couverture avant la consolidation. Puisque les nouvelles règles nous obligeaient à inscrire les résultats des EDDV consolidées comme si celles-ci avaient toujours été consolidées, sans retraiter les données des périodes antérieures, le montant des pertes liées à la valeur

de marché antérieures au 1^{er} novembre 2004 a été constaté dans le solde d'ouverture de nos bénéfices non répartis. Ces instruments dérivés satisfaisaient aux conditions de la comptabilité de couverture à partir du moment où les EDDV ont été consolidées.

Le 29 avril 2005, nous avons complété la restructuration de nos entités de titrisation des clients et, par conséquent, ces entités ne répondaient plus aux critères de consolidation. L'incidence de la déconsolidation de ces entités sur notre état consolidé des résultats le 29 avril 2005 a été une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste autres, de 44 millions de dollars, une augmentation des impôts sur les bénéfices de 7 millions et une augmentation du revenu net de 37 millions, représentant la contrepassation des pertes sur swaps non amorties liées à la valeur de marché, qui avaient été imputées aux bénéfices non répartis.

Nos intérêts dans ces EDDV et dans d'autres EDDV sont présentés sommairement à la note 8 afférente à nos états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005, aux pages 105 et 106 de notre Rapport annuel 2005.

Note 3 ▶ Réserve pour créances irrécouvrables

La réserve pour créances irrécouvrables inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur les créances irrécouvrables liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à nos autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de crédit est comptabilisée

dans les passifs divers inscrits à notre bilan consolidé. Au 31 juillet 2006 et au 31 juillet 2005, il n'y avait pas de réserve pour créances irrécouvrables liée aux autres instruments de crédit comptabilisée dans les passifs divers.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre réserve pour créances irrécouvrables :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le						Pour les neuf mois terminés le					
	Réserve spécifique		Réserve générale		Total		Réserve spécifique		Réserve générale		Total	
	31 juillet 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Solde au début de la période	178 \$	254 \$	939 \$	983 \$	1 117 \$	1 237 \$	169 \$	298 \$	959 \$	1 010 \$	1 128 \$	1 308 \$
Provision pour créances irrécouvrables	42	73	-	-	42	73	160	162	-	(40)	160	122
Recouvrements	33	21	-	-	33	21	88	52	-	-	88	52
Radiations	(90)	(115)	-	-	(90)	(115)	(252)	(294)	-	-	(252)	(294)
Écarts de change et autres	1	(5)	4	(11)	5	(16)	(1)	10	(16)	2	(17)	12
Solde à la fin de la période	164 \$	228 \$	943 \$	972 \$	1 107 \$	1 200 \$	164 \$	228 \$	943 \$	972 \$	1 107 \$	1 200 \$

Note 4 ▶ Titrisation

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2006, nous avons titrisé des prêts hypothécaires à l'habitation d'une valeur totale de 1 000 millions de dollars pour un produit en espèces total de 978 millions (respectivement 2 804 millions et 2 753 millions pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006). Les moyennes pondérées des hypothèses clés utilisées pour évaluer le prix d'achat différé de ces opérations de titrisation étaient une durée moyenne de 4,9 années, un taux de remboursement anticipé de 9,0 %, un taux d'intérêt de 5,15 % et un taux d'actualisation de 4,75 % (respectivement 4,6 années, 9,46 %, 4,88 % et 4,33 % pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006). Aucune créance irrécouvrable n'a été prévue puisque les prêts hypothécaires sont garantis par des tiers. Nous avons conservé la responsabilité de la gestion de ces

prêts. Nous avons comptabilisé des gains de 3 millions de dollars dans le revenu autre que d'intérêts, au poste revenus de titrisation, un prix d'achat différé de 31 millions de dollars dans les actifs divers et une obligation de gestion de 8 millions de dollars dans les passifs divers relativement à la titrisation de ces prêts (respectivement des pertes de 7 millions, un prix d'achat différé de 81 millions et une obligation de gestion de 21 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006).

De plus, les gains à la vente de prêts vendus aux entités de titrisation à rechargement ont été de 10 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2006 (les gains ont été de 32 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006).

Note 5 ▶ Acquisitions**bcpbank Canada**

Le 3 août 2006, nous avons annoncé que nous avons signé une entente en vue d'acquiescer bcpbank Canada, une banque à charte à service complet, pour une somme totale d'environ 41 millions de dollars en espèces. L'acquisition de bcpbank Canada doit être approuvée par les organismes de réglementation et devrait être conclue au cours du trimestre se terminant le 31 janvier 2007. Elle sera alors comptabilisée dans nos états financiers consolidés comme une acquisition d'entreprise.

Villa Park Trust and Savings Bank

Le 1^{er} décembre 2005, nous avons conclu l'acquisition de la Villa Park Trust and Savings Bank (Villa Park), une banque locale de Chicago, pour une somme totale de 76 millions de dollars en espèces. Les résultats d'exploitation de Villa Park ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. Cette acquisition nous donne la possibilité d'étendre nos services bancaires dans la région de Chicago (Illinois). Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. Villa Park fait partie de l'unité d'exploitation Services bancaires région de Chicago de notre groupe Particuliers et entreprises.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimatives des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date de l'acquisition :

(en millions de dollars canadiens)	Villa Park
Encaisse	16 \$
Valeurs mobilières	54
Prêts	247
Bureaux et matériel	5
Écart d'acquisition	44
Actif incorporel (dépôts de base)	7
Actifs divers	4
Total de l'actif	377
Dépôts	296
Passifs divers	5
Total du passif	301
Prix d'achat	76 \$

La répartition du prix d'achat est susceptible d'être établie de façon plus précise au terme de l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2005, nous avons acquis Mercantile Bancorp, Inc., une banque locale, pour une somme totale de 194 millions de dollars en espèces.

Note 6 ▶ Rémunération du personnel**Options d'achat d'actions**

Au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2006, nous avons attribué 1 390 700 options d'achat d'actions. La moyenne pondérée de la juste valeur de ces options était de 10,17 \$ l'option et elle a été déterminée au moyen d'un modèle trinomial d'évaluation d'options, en nous fondant sur les moyennes pondérées suivantes des hypothèses retenues :

Pour les options attribuées au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2006

Rendement prévu des actions	3,1 %
Volatilité prévue du cours des actions	20,2 %
Taux de rendement sans risque	4,0 %
Période prévue jusqu'à l'exercice des options	7,2 years

Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs

Le tableau ci-dessous résume les charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs que nous avons comptabilisées :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	Pour les trois mois terminés le		Pour les trois mois terminés le	
	31 juillet 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Prestations constituées par les employés	34 \$	32 \$	4 \$	5 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	51	51	13	11
Perte actuarielle constatée dans la charge	20	17	5	2
Amortissement du coût des modifications aux régimes	1	1	(2)	(1)
Rendement prévu des actifs des régimes	(63)	(58)	(2)	(2)
Charge liée aux prestations constituées	43	43	18	15
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	13	12	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	2	2	-	-
Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	58 \$	57 \$	18 \$	15 \$

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	Pour les neuf mois terminés le		Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Prestations constituées par les employés	103 \$	94 \$	14 \$	13 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	155	152	35	33
Perte actuarielle constatée dans la charge	62	50	12	8
Amortissement du coût des modifications aux régimes	4	3	(4)	(4)
Rendement prévu des actifs des régimes	(189)	(172)	(4)	(4)
Charge liée aux prestations constituées	135	127	53	46
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	41	38	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	8	8	-	-
Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	184 \$	173 \$	53 \$	46 \$

Note 7 ▶ Dette subordonnée

Le 9 mai 2006, nous avons racheté toutes nos débentures de série 21, portant intérêt à un taux de 8,15 % et arrivant à échéance en 2011, d'une valeur totale de 300 millions de dollars. Ces débentures ont été rachetées à un prix de rachat correspondant à 100 % du montant du capital plus l'intérêt couru impayé à la date du rachat.

Le 21 avril 2006, nous avons émis des titres subordonnés d'une valeur de 700 millions de dollars dans le cadre de notre programme canadien de billets à moyen terme. Ces billets à moyen terme de série D, première tranche, arriveront à échéance en avril 2021. Ces billets portent intérêt

au taux fixe de 5,10 % (intérêts versés semestriellement) jusqu'au 21 avril 2016 et, par la suite, à un taux variable égal au taux des acceptations bancaires de trois mois majoré de 1,00 % (intérêts versés trimestriellement) jusqu'à l'échéance.

Le 14 mars 2006, nous avons racheté toutes nos débentures de série 19, portant intérêt à un taux de 7,40 % et arrivant à échéance en 2011, d'une valeur totale de 125 millions de dollars. Ces débentures ont été rachetées à un prix de rachat correspondant à 100 % du montant du capital plus l'intérêt couru impayé à la date du rachat.

Note 8 ▶ Capital-actions

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2006, nous avons racheté 2 544 900 actions ordinaires au prix moyen de 61,90 \$ l'action, pour une somme totale de 158 millions de dollars. Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2005, nous avons racheté 842 200 actions ordinaires au prix moyen de 56,26 \$ l'action, pour une somme totale de 48 millions de dollars. Au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2006, nous avons racheté 4 944 400 actions ordinaires au prix moyen de 63,13 \$ l'action, pour une somme totale de 312 millions de dollars. Au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2005, nous avons racheté 6 141 500 actions ordinaires au prix moyen de 55,81 \$ l'action, pour une somme totale de 343 millions de dollars.

Nous avons racheté un total de 5 760 700 actions ordinaires en vertu de l'offre publique de rachat, présentée dans le cours normal de nos activités, qui est actuellement en vigueur et qui arrive à échéance le 5 septembre 2006. En vertu de cette offre, nous sommes autorisés à racheter un maximum de 15 000 000 d'actions ordinaires. Postérieurement à la fin du trimestre, notre Conseil d'administration a autorisé une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, sous réserve de l'approbation de la Bourse de Toronto, en vue de racheter aux fins d'annulation un maximum de 15 000 000 d'actions ordinaires supplémentaires.

Capital-actions en circulation a)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 juillet 2006		
	Nombre	Montant	Convertibles en...
Actions privilégiées classées dans le passif			
Catégorie B – Série 4	8 000 000	200 \$	actions ordinaires b)
Catégorie B – Série 6	10 000 000	250	actions ordinaires b)
Actions privilégiées classées dans le passif			
		450	
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres			
Catégorie B – Série 5	8 000 000	200	–
Catégorie B – Série 10 c)	12 000 000	396	actions ordinaires b)
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres			
Actions ordinaires	500 107 064	4 169	–
Total du capital-actions en circulation – actions classées dans les capitaux propres		4 765 \$	
Options émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions		s.o.	24 453 880 actions ordinaires

a) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 20 et 21 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2005, aux pages 118 à 120 de notre Rapport annuel 2005.

b) Le nombre d'actions pouvant être émises en vertu de la conversion ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

c) Valeur nominale de 300 millions de dollars américains.
s.o. – sans objet

Note 9 ▶ Principes comptables généralement reconnus des États-Unis

Le tableau suivant présente les conséquences qu'aurait eues l'établissement de nos états financiers consolidés selon les PCGR des États-Unis :

(en millions de dollars canadiens, sauf les résultats par action)

	Pour les trois mois terminés le		Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Revenu net – selon les PCGR du Canada	710 \$	547 \$	1 967 \$	1 732 \$
Ajustements relatifs aux PCGR des États-Unis	(3)	(29)	(42)	(98)
Revenu net – selon les PCGR des États-Unis	707 \$	518 \$	1 925 \$	1 634 \$
Résultats par action				
De base – selon les PCGR du Canada	1,41 \$	1,08 \$	3,88 \$	3,42 \$
De base – selon les PCGR des États-Unis	1,39	1,02	3,79	3,22
Dilué – selon les PCGR du Canada	1,38	1,07	3,80	3,35
Dilué – selon les PCGR des États-Unis	1,37	1,01	3,72	3,16

Les montants du tableau ci-dessus ont été retraités pour tenir compte des modifications qui ont été apportées aux conventions comptables et qui sont décrites à la note 2.

Entités à détenteurs de droits variables

En vertu des PCGR des États-Unis, nous devons adopter une nouvelle directive comptable qui fournit des éclaircissements supplémentaires sur la façon d'analyser les entités à détenteurs de droits variables et les règles liées à leur consolidation. Cette nouvelle directive est entrée en vigueur le 1^{er} août 2006 et nous ne prévoyons pas d'incidence importante sur nos états financiers consolidés.

Paiements à base d'actions

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2006, nous avons adopté de manière prospective la nouvelle norme comptable américaine relative à la rémunération à base d'actions, en commençant par les attributions effectuées au cours du trimestre. Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2006, nous avons adopté de manière rétroactive la nouvelle directive comptable canadienne relative à la rémunération à base d'actions, qui est harmonisée avec la norme comptable américaine (voir la note 2). En raison des différences entre les méthodes d'adoption, nous continuerons à rajuster notre état consolidé des résultats jusqu'à ce que la rémunération à base d'actions attribuée avant le 1^{er} novembre 2005 ait été entièrement amortie.

Note 10 ▶ Segmentation opérationnelle et géographique

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que nos groupes et les résultats qui leur sont attribués ne puissent pas être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comme le revenu net, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (ou ratio de productivité).

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2006, nous avons modifié notre segmentation de manière à présenter comme deux unités d'exploitation différentes notre groupe Particuliers et entreprises – Canada et notre groupe Particuliers et entreprises – Services bancaires région de Chicago. Les données des périodes antérieures ont été retraitées pour tenir compte de ce nouveau mode de présentation.

Groupe Particuliers et entreprises

Le groupe Particuliers et entreprises est constitué de deux unités d'exploitation : Particuliers et entreprises – Canada et Particuliers et entreprises – Services bancaires région de Chicago.

Groupe Particuliers et entreprises – Canada

Le groupe Particuliers et entreprises – Canada (groupe PE – Canada) offre une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises du Canada, par l'intermédiaire de succursales et de circuits de services bancaires en direct comme les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques.

Groupe Particuliers et entreprises – Services bancaires région de Chicago

Le groupe Particuliers et entreprises – Services bancaires région de Chicago (groupe PE – Services bancaires région de Chicago) offre une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises des États-Unis, principalement dans la région de Chicago et dans le Nord-Ouest de l'Indiana, par l'intermédiaire de succursales et de circuits de services bancaires en direct comme les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques.

Groupe Gestion privée

Le groupe Gestion privée (groupe GP) réunit tous nos services de gestion de patrimoine. Présent principalement au Canada et aux États-Unis, le groupe GP sert une grande diversité de segments de clientèle en Amérique du Nord, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Le groupe GP offre à sa clientèle une vaste gamme de produits et services de gestion de patrimoine, notamment des services de placement traditionnels et en direct, des services de gestion privée et des produits de placement, fournissant ainsi aux investisseurs les outils nécessaires pour se constituer un actif financier, le préserver et le faire fructifier.

Groupe Services d'investissement

Le groupe Services d'investissement (groupe SI) englobe tous nos secteurs d'activité qui offrent des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Au Canada, le groupe SI sert une clientèle composée de grandes entreprises et d'institutions œuvrant dans un large éventail de secteurs. Aux États-Unis, il offre ses services aux moyennes entreprises et aux institutions dans des secteurs choisis. Le groupe SI assure également la prestation de services auprès d'institutions et d'administrations publiques du Royaume-Uni, d'Europe et d'Asie. Il offre une gamme complète de services financiers, notamment en matière de prise ferme de titres d'emprunt et de participation dans les secteurs public et privé, de trésorerie, de crédit aux grandes entreprises, de titrisation, de change et de financement du commerce international. En plus de ses services-conseils dans le domaine des fusions et acquisitions, ainsi qu'en matière de restructuration, le groupe met à la disposition de ses clients investisseurs des services de recherche, de vente et de négociation.

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et solutions et les unités fonctionnelles qui offrent une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans les domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing d'entreprise, les ressources humaines et l'apprentissage. Les résultats d'exploitation des Services d'entreprise comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif.

L'unité Technologie et solutions assure à la Banque des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, d'opérations immobilières, de services d'exploitation et d'impartition. Cette unité axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation afin de maximiser la qualité et l'efficacité de l'exploitation.

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de Technologie et solutions sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de Technologie et solutions sont transférés aux groupes PE, GP et SI et seules des sommes peu élevées sont conservées dans les résultats de Technologie et solutions. Par conséquent, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie les résultats d'exploitation des unités fonctionnelles.

Les données des Services d'entreprise comprennent également les frais et les revenus résiduels représentant l'écart entre les montants réellement gagnés ou engagés et les montants affectés à chaque groupe d'exploitation.

Normes de présentation

La présentation des résultats de nos groupes d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les conventions comptables utilisées par ces groupes sont généralement conformes à celles qui sont utilisées dans la préparation des états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons dans les notes 1 et 2. Les différences notables dans les mesures comptables sont le rajustement sur une base d'imposition comparable et la provision pour créances irrécouvrables, qui sont expliqués ci-dessous.

Base d'imposition comparable

Nous analysons le revenu net d'intérêts sur une base d'imposition comparable (bic). Cette base comprend un rajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices établie selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi.

L'analyse sur une base d'imposition comparable neutralise l'incidence des placements effectués dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés. Elle atténue les distorsions du revenu net d'intérêts liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables.

Provisions pour créances irrécouvrables

Les provisions pour créances irrécouvrables sont généralement établies à l'égard de chaque groupe en fonction des pertes prévues pour chacun des groupes au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les provisions pour pertes prévues et les provisions exigées en vertu des PCGR sont attribués aux Services d'entreprise.

Répartitions intergroupes

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière concernant les groupes d'exploitation. Nous attribuons les frais directement liés à la production de revenus aux groupes qui ont obtenu ces revenus. Les frais qui ne sont pas directement liés à la production de revenus, comme les frais généraux, sont répartis entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme. Le revenu net d'intérêts des groupes d'exploitation reflète la répartition interne des charges et des crédits attribués aux actifs, aux passifs et au capital des groupes, aux taux du marché, compte tenu des échéances et des devises appropriées. La compensation de l'incidence nette de ces charges et crédits est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

Information géographique

Nous exerçons nos activités principalement au Canada et aux États-Unis, mais aussi au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous le poste Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des frais y afférents, sauf pour ce qui est de la provision consolidée pour créances irrécouvrables, qui est répartie en fonction du pays où le risque est assumé en dernier ressort.

Les données des périodes précédentes ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés au cours de la présente période à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

Note 10 ▶ Segmentation opérationnelle et géographique (suite)

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et notre actif moyen répartis par unité d'exploitation :

(en millions de dollars canadiens)

	Groupe PE – Services bancaires Canada		Groupe PE – Services bancaires région de Chicago		Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise 1)	Total (bic) 2)	Rajustements bic	Total (selon les PCGR)
Pour les trois mois terminés le 31 juillet 2006										
Revenu net d'intérêts	759 \$	184 \$	148 \$	201 \$	(25) \$	1 267 \$	(33) \$	1 234 \$		
Revenu autre que d'intérêts	469	45	329	477	16	1 336	-	1 336		
Revenu total	1 228	229	477	678	(9)	2 603	(33)	2 570		
Provision pour créances irrécouvrables	78	8	1	20	(65)	42	-	42		
Frais autres que d'intérêts	676	169	341	387	27	1 600	-	1 600		
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	474	52	135	271	29	961	(33)	928		
Impôts sur les bénéfices	129	21	50	70	(38)	232	(33)	199		
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	19	19	-	19		
Revenu net	345 \$	31 \$	85 \$	201 \$	48 \$	710 \$	- \$	710 \$		
Actif moyen	115 777 \$	21 879 \$	6 611 \$	165 473 \$	4 917 \$	314 657 \$	- \$	314 657 \$		
Écart d'acquisition (au)	93 \$	587 \$	324 \$	98 \$	2 \$	1 104 \$	- \$	1 104 \$		
Pour les trois mois terminés le 31 juillet 2005										
Revenu net d'intérêts	717 \$	189 \$	147 \$	232 \$	(41) \$	1 244 \$	(30) \$	1 214 \$		
Revenu autre que d'intérêts	382	40	332	415	28	1 197	-	1 197		
Revenu total	1 099	229	479	647	(13)	2 441	(30)	2 411		
Provision pour créances irrécouvrables	67	8	1	24	(27)	73	-	73		
Frais autres que d'intérêts	614	170	381	374	30	1 569	-	1 569		
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	418	51	97	249	(16)	799	(30)	769		
Impôts sur les bénéfices	141	21	34	65	(23)	238	(30)	208		
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	14	14	-	14		
Revenu net	277 \$	30 \$	63 \$	184 \$	(7) \$	547 \$	- \$	547 \$		
Actif moyen	106 765 \$	21 911 \$	7 223 \$	152 087 \$	4 839 \$	292 825 \$	- \$	292 825 \$		
Écart d'acquisition (au)	93 \$	588 \$	818 \$	102 \$	3 \$	1 604 \$	- \$	1 604 \$		
Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006										
Revenu net d'intérêts	2 185 \$	556 \$	424 \$	582 \$	(124) \$	3 623 \$	(94) \$	3 529 \$		
Revenu autre que d'intérêts	1 236	125	1 004	1 565	65	3 995	-	3 995		
Revenu total	3 421	681	1 428	2 147	(59)	7 618	(94)	7 524		
Provision pour créances irrécouvrables	235	23	2	60	(160)	160	-	160		
Frais autres que d'intérêts	1 922	503	1 000	1 207	108	4 740	-	4 740		
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 264	155	426	880	(7)	2 718	(94)	2 624		
Impôts sur les bénéfices	394	63	151	206	(120)	694	(94)	600		
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	57	57	-	57		
Revenu net	870 \$	92 \$	275 \$	674 \$	56 \$	1 967 \$	- \$	1 967 \$		
Actif moyen	113 706 \$	21 812 \$	6 490 \$	158 715 \$	4 731 \$	305 454 \$	- \$	305 454 \$		
Écart d'acquisition (au)	93 \$	587 \$	324 \$	98 \$	2 \$	1 104 \$	- \$	1 104 \$		
Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2005										
Revenu net d'intérêts	2 088 \$	548 \$	430 \$	780 \$	(164) \$	3 682 \$	(89) \$	3 593 \$		
Revenu autre que d'intérêts	1 123	125	1 034	1 255	89	3 626	-	3 626		
Revenu total	3 211	673	1 464	2 035	(75)	7 308	(89)	7 219		
Provision pour créances irrécouvrables	202	23	3	74	(180)	122	-	122		
Frais autres que d'intérêts	1 831	496	1 131	1 105	143	4 706	-	4 706		
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 178	154	330	856	(38)	2 480	(89)	2 391		
Impôts sur les bénéfices	375	63	117	229	(78)	706	(89)	617		
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	42	42	-	42		
Revenu net	803 \$	91 \$	213 \$	627 \$	(2) \$	1 732 \$	- \$	1 732 \$		
Actif moyen	104 933 \$	20 838 \$	7 112 \$	157 452 \$	4 965 \$	295 300 \$	- \$	295 300 \$		
Écart d'acquisition (au)	93 \$	588 \$	818 \$	102 \$	3 \$	1 604 \$	- \$	1 604 \$		

1) Les Services d'entreprise comprennent Technologie et solutions.

2) Base d'imposition comparable – voir la section Normes de présentation.

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et notre actif moyen répartis par région :

(en millions de dollars canadiens) Base d'imposition comparable 1)

Pour les trois mois terminés le 31 juillet 2006	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	925 \$	303 \$	39 \$	1 267 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 007	286	43	1 336
Revenu total	1 932	589	82	2 603
Provision pour créances irrécouvrables	56	(14)	-	42
Frais autres que d'intérêts	1 129	439	32	1 600
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	747	164	50	961
Impôts sur les bénéfices	204	46	(18)	232
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	14	5	-	19
Revenu net	529 \$	113 \$	68 \$	710 \$
Actif moyen	203 367 \$	83 083 \$	28 207 \$	314 657 \$
Pour les trois mois terminés le 31 juillet 2005	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	868 \$	323 \$	53 \$	1 244 \$
Revenu autre que d'intérêts	859	298	40	1 197
Revenu total	1 727	621	93	2 441
Provision pour créances irrécouvrables	56	25	(8)	73
Frais autres que d'intérêts	1 074	463	32	1 569
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	597	133	69	799
Impôts sur les bénéfices	193	42	3	238
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	8	6	-	14
Revenu net	396 \$	85 \$	66 \$	547 \$
Actif moyen	192 457 \$	72 409 \$	27 959 \$	292 825 \$
Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	2 608 \$	908 \$	107 \$	3 623 \$
Revenu autre que d'intérêts	2 941	919	135	3 995
Revenu total	5 549	1 827	242	7 618
Provision pour créances irrécouvrables	161	-	(1)	160
Frais autres que d'intérêts	3 361	1 278	101	4 740
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	2 027	549	142	2 718
Impôts sur les bénéfices	533	181	(20)	694
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	41	16	-	57
Revenu net	1 453 \$	352 \$	162 \$	1 967 \$
Actif moyen	199 062 \$	80 069 \$	26 323 \$	305 454 \$
Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2005	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	2 613 \$	966 \$	103 \$	3 682 \$
Revenu autre que d'intérêts	2 544	958	124	3 626
Revenu total	5 157	1 924	227	7 308
Provision pour créances irrécouvrables	140	8	(26)	122
Frais autres que d'intérêts	3 244	1 371	91	4 706
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 773	545	162	2 480
Impôts sur les bénéfices	586	158	(38)	706
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	25	17	-	42
Revenu net	1 162 \$	370 \$	200 \$	1 732 \$
Actif moyen	196 786 \$	73 040 \$	25 474 \$	295 300 \$

1) Base d'imposition comparable – voir la section Normes de présentation.

**Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions
destiné aux actionnaires**

Prix d'achat moyen des actions

Mai 2006	61,93 \$
Juin 2006	59,31 \$
Juillet 2006	64,39 \$

**Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un
changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :**

Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Avenue, 9th Floor
Toronto, Ontario M5J 2Y1
Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)
Téléphone : 514-982-7800 (international)
Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)
Télécopieur : 416-263-9394 (international)
Courriel : service@computershare.com

**Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples
renseignements sont priés de s'adresser à la :**

Banque de Montréal
Relations avec les actionnaires
Secrétariat général
21st Floor
One First Canadian Place
Toronto, Ontario M5X 1A1
Téléphone : 416-867-6785
Télécopieur : 416-867-6793
Courriel : corp.secretary@bmo.com

**Pour de plus amples renseignements sur ce rapport,
prière de s'adresser à la :**

Banque de Montréal
Relations avec les investisseurs
18th Floor
P.O. Box 1
One First Canadian Place
Toronto, Ontario M5X 1A1

**Pour consulter les résultats financiers en ligne,
visitez notre site Web, à l'adresse www.bmo.com.**

Le 1^{er} septembre 2006, la Banque de Montréal a annoncé que la Bourse de Toronto avait accepté l'avis par lequel elle lui a signalé son intention de procéder à une offre publique de rachat de ses actions ordinaires aux fins d'annulation dans le cours normal de ses activités. Cette offre prévoit que la Banque de Montréal peut, à sa discrétion, racheter jusqu'à 15 millions de ses actions ordinaires, soit environ 3 % des actions en circulation. L'offre entre en vigueur le 6 septembre 2006 et prend fin le 5 septembre 2007. Pour obtenir sans frais une copie de l'avis, veuillez communiquer avec les Relations avec les actionnaires, dont les coordonnées figurent ci-dessus.